

Manifeste: Au 39<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre (p. 5-8)

« Prolétaires de tous les Pays, Unissez-vous »

La Révolution politique  
en Pologne et  
en Hongrie (p. 10-12)

# LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

N° 50 - 1<sup>er</sup> Quinz. - NOVEMBRE 1956

BI-MENSUEL: 30 fr.

## HALTE au fascisme — HALTE à la guerre

**L**E coup de « l'internationalisation » de la guerre coloniale n'est pas sorti du cerveau de Guy Mollet. Pour échapper à ses responsabilités, lors de Dien-Bien-Phu, Bidault a tenté « d'internationaliser » la guerre du Viet-Nam en faisant intervenir les bombardiers américains contre la Chine. L'opération a échoué de justesse.

Pour couvrir l'échec de la « pacification » en Algérie, Mollet fait la guerre à l'Égypte, allume l'incendie dans tout le Proche-Orient.

Repoussé dans ses derniers retranchements, le camp des colonialistes tente une sortie désespérée, fait la politique du pire, AU RISQUE D'ALLUMER LA TROISIÈME GUERRE MONDIALE. Il s'est trouvé un socialiste, à la grande satisfaction de la réaction et de la Compagnie universelle du Canal de Suez, pour prendre la tête de cette croisade contre-révolutionnaire du vieux-monde décadent.

Car personne ne croit que c'est pour combattre la dictature et le fascisme que le tandem Eden-Mollet, fort de l'appui des Reynaud, Pinay, Bidault et du commissaire-député Dides, débarque en Égypte. Point n'est besoin d'aller si loin pour combattre la dictature et le fascisme.

Ce ne sont pas les méthodes dictatoriales de Nasser qui gênent ce beau monde, ce sont ses mesures anti-impérialistes, sa nationalisation du canal, ses tendances neutralistes et la résonance que rencontre cette politique dans les masses du Moyen-Orient qui aspirent à former une Fédération.

Par delà l'Égypte c'est à la poussée d'émancipation des peuples d'Orient et d'Afrique que Mollet-Eden veut porter un coup d'arrêt. L'État d'Israël qui leur a prêté main-forte s'est irrémédiablement compromis en tant qu'agent de l'impérialisme aux yeux des masses arabes.

**C**E qui ressort en ces jours d'inquiétude et d'angoisse où le danger de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale est devenu une réalité précise en l'espace de quelques jours, c'est l'enlacement étroit de tous les facteurs locaux, des problèmes internationaux, de l'équilibre interne des nations, des états et de la politique des partis ouvriers.

Guy Mollet n'ignore pas combien son bellicisme et ses aventures guerrières sont impopulaires. Il sait que l'opposition grandit au sein de son propre parti. Pour s'engager dans l'expédition égyptienne il ne fallait pas moins qu'il soit édifié sur la politique de temporisation du P.C.F. et sur l'incapacité de ce parti, au stade actuel, après ses fautes et ses errements multiples, de susciter un véritable mouvement des masses.

**M**OLLET a rencontré une aide inespérée dans l'intervention de l'armée soviétique contre le peuple hongrois. Au soulèvement populaire légitime contre les abus et les exactions de la bureaucratie, contre l'occupation étrangère, le Kremlin répond comme les impérialistes par des fleuves de sang. Le danger fasciste en Hongrie, après dix ans de gestion stalinienne, n'est qu'un prétexte. Les travailleurs hongrois des villes et des champs étaient mieux placés que quiconque pour conjurer ce péril. C'est tout un peuple que l'armée soviétique écrase sous ses bombes. C'est la confiance dans le communisme de millions de travailleurs dans le monde qui est ébranlé.

C'est le front unique ouvrier compromis dans nombre de pays et le regain de l'agitation réactionnaire.

Le parti socialiste des « pacificateurs »: Mollet-Suez, Lacoste-Gallifet, Lejeune-Bugeaud se fait le champion de la liberté à Budapest (non à Alger). Les dirigeants qui répugnent au front unique avec le P.C.F. se retrouvent dans la rue avec la fine fleur fasciste et réactionnaire. Les jaunes de F.O. opposés par principe aux « grèves politiques », appellent au débrayage.

Silence à la meute des « pacificateurs » d'Algérie. Eux et leurs complices n'ont pas qualité pour s'élever contre les crimes du stalinisme!

**C**E n'est pas une maladie congénitale qui nous pousse à dénoncer sans relâche la politique stalinienne de la direction du P.C.F. C'est un fait incontestable que cette direction qui contrôle les secteurs décisifs de la classe ouvrière nous a conduit dans une impasse.

Au moment où les masses françaises devraient, tout comme les masses anglaises, manifester contre la guerre, elles sont paralysées par le maintien à la tête du P.C.F. d'une direction discréditée auprès de la classe ouvrière, honnie par les militants socialistes qui luttent contre Guy Mollet.

Le mouvement communiste français est arrivé au fond d'une impasse où l'a conduit la direction Thorez. Eliminer Thorez est le « préalable » pour la réalisation du front unique. Eliminer Thorez, c'est appeler les militants socialistes à éliminer Guy Mollet.

Au lieu de deux directions bureaucratiques qui s'opposent aux intérêts des travailleurs, nous pouvons avoir deux partis ouvriers nouveaux, deux partis inspirant confiance à la classe ouvrière et l'appelant en commun à la lutte contre la guerre et contre le capitalisme. V. T.

### APPEL DU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Hier soir les fascistes ont attaqué et incendié les locaux du Comité Central du Parti Communiste Français et de l'« Humanité ».

Bénéficiant de l'appui gouvernemental ils profitent, pour commettre leur agression, du trouble créé dans la classe ouvrière par l'injustifiable intervention de l'armée soviétique en Hongrie.

Leur soi-disant soutien au peuple hongrois a servi à couvrir une manœuvre fasciste contre les locaux et les militants du Parti Communiste. Ce qu'ils soutiennent, c'est la politique de guerre Mollet-Eden, tentant de paralyser la classe ouvrière en l'attaquant d'abord dans son organisation la plus puissante.

Les travailleurs socialistes ne se laisseront pas entraîner à manifester en commun avec les fascistes qui les étrangleront demain. Tous les problèmes de la classe ouvrière seront réglés par elle, dans ses propres organisations.

Le coup de main des nerfs sera ressenti par tous les travailleurs comme une agression contre eux-mêmes.

DEVANT LA MENACE FASCISTE LES TRAVAILLEURS FERONT BLOC!  
CONSTITUEZ PARTOUT DES MILICES OUVRIÈRES

regroupant les travailleurs de toutes tendances pour défendre les libertés menacées, les militants, les locaux, les journaux de toutes les organisations ouvrières.  
OPPOSEZ-VOUS A LA MISE HORS LA LOI DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

IMPOSEZ A VOS ORGANISATIONS DE S'UNIR POUR LA GREVE GENERALE CONTRE LE GOUVERNEMENT DE LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD ET EN EGYPTE,

Comme au 12 février 1934, place de la Nation,

UNE PUISSANTE MANIFESTATION COMMUNISTE SOCIALISTE  
BALAÏERA LE FASCISME ET LA REACTION.

8 Novembre 1956.

# Déclaration de 1.100 internés du camp de concentration de Saint-Leu

Le texte ci-après nous a été adressé pour insertion et nous nous faisons un devoir de le publier. Notre solidarité avec les internés du camp de Saint-Leu et de tous les camps de concentration algériens est totale.

En publiant ce texte nous n'entendons pas reprendre à notre compte tous les termes employés. Nous pensons qu'il ne nous appartient pas de nous immiscer dans les discussions internes des nationalistes algériens, de nous faire le porte-parole exclusif d'une tendance. Nous n'entendons pas reprendre à notre compte la condamnation de Messali Hadj. C'est au peuple algérien et à lui seul de trancher cette question.

Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1954 la guerre sévit en Algérie. Des milliers de patriotes sont internés dans les Centres dits « d'hébergement ». De ces camps où nous sommes privés de notre liberté depuis de nombreux mois, nous suivons avec la plus grande attention le déroulement de la situation militaire et politique. Les informations qui nous parviennent du dehors nous permettent d'avoir une opinion nette et objective des événements qui ensanglantent notre Patrie: l'Algérie. Nous pouvons affirmer que deux années de révolution ont consolidé l'unité du peuple algérien qui a une entière confiance en l'Armée de Libération Nationale et en son organisme politique le Front de Libération Nationale.

Nous aurions contribué à la lutte libératrice si le sort ne nous en avait pas écartés, mais il n'en demeure pas moins que nous ressentons dans nos esprits et nos âmes les souffrances qu'endure le peuple, que nous sommes et nous resterons solidaires avec les maquis et avec toutes les actions politiques engagées tant sur le plan national que sur le plan international.

Les internés du Camp de Saint-Leu et même de tous les camps d'Algérie sont pour le Front de Libération Nationale. Nous considérons cet organisme comme le représentant authentique et exclusif de l'Algérie, car il est le seul à répondre aux profondes aspirations du peuple algérien martyr. Certes, il ne manque pas et il ne manquera pas d'hommes politiques, aujourd'hui nettement dépassés et engoutis par les événements, qui

voudront saisir la perche que leur tend le gouvernement français. L'un de ces hommes n'est autre que ce vieux leader usé: Messali, sa dernière déclaration a outré les internés, car non seulement elle se rapproche des idées, maintes fois exposées par le socialiste Guy Mollet, mais encore son auteur veut faire marche arrière et maintenir les Algériens dans la division et la discorde.

Quant à nous internés, nous considérons à juste raison qu'il n'existe plus de tendances et encore moins de partis politiques. Il n'y a ni M.T.L.D., ni U.D.M.A., ni démocrates ou progressistes indépendants, ni libéraux... mais il y a un seul bloc qui fait place à l'entêtement des faiseurs de statuts et ce bloc a pour nom: le Front de Libération Nationale. Nous ne nions pas qu'il existe encore des individualités qui cherchent à tirer profit de la Révolution sans y avoir contribué de près ou de loin. Ce serait condamner la réalité et la logique que de vouloir discuter avec elles.

Les 1.100 internés du Camp de Saint-Leu, comprenant toutes les couches sociales de l'intellectuel à l'ouvrier agricole, sont convaincus que rien ne se fera et rien ne pourra se faire sans l'assentiment de ceux qui combattent militairement et politiquement, de ceux qui sont à l'avant-garde de cette lutte pour le droit à l'indépendance, en un mot sans l'assentiment du Front de la Libération Nationale.

Les Internés du Camp  
de Saint-Leu.

Communiqué de l'Union Générale des Travailleurs Algériens.

## NOUVELLE ATTEINTE AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES EN ALGÉRIE

SAISIE ILLEGALE D'UN NUMÉRO SPECIAL  
DE « L'OUVRIER ALGERIEN »

Trois perquisitions aux Sièges de l'U.G.T.A. à Alger  
dans la même journée

En accord avec l'U.M.T. et l'U.G.T.T., l'U.G.T.A. a organisé pour le 1<sup>er</sup> novembre 1956, une Journée d'Action Nord-Africaine des Travailleurs.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1956, en Algérie comme en Tunisie et au Maroc, une grève générale de 24 heures a été déclenchée à travers tout le territoire maghribin.

A cette occasion, un numéro spécial de « L'Ouvrier Algérien » a été imprimé. En plus de la participation des membres du Secrétariat de l'U.G.T.A. à la rédaction de ce numéro, nos camarades et amis J.-H. Oldenbroek, Secrétaire Général de la C.I.S.L., Ahmed Bensalah, Secrétaire de l'U.G.T.T. et Taïeb Bouazza, Secrétaire de l'U.M.T., ont apporté l'appui et la solidarité de leurs organisations aux travailleurs de notre pays et à l'Algérie combattante pour recouvrer sa souveraineté nationale.

M. Collaveri, Préfet d'Alger, persistant dans son erreur, vient d'ordonner, une fois de plus, la saisie de notre journal, ainsi sur 8 numéros parus à ce jour, 7 ont été l'objet d'arrêts d'interdiction et de confiscation.

Aucun motif n'a été précisé dans l'acte de notification de l'arrêt, à part la formule rituelle « écrits de nature à porter atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat ». Mais pouvons-nous dire au moins où commence et où finit cette « Sûreté intérieure et extérieure de l'Etat »?

Quel est l'écrit qui a pu justifier une telle « atteinte »?

— Est-ce dans la prise de position nette et catégorique de la C.I.S.L. qui appelle de toutes ses

forces les gouvernants français à œuvrer pour la paix en Algérie par la négociation et par la reconnaissance du Droit aux Algériens à une existence nationale?

— Est-ce dans les déclarations des dirigeants de l'U.G.T.T. et de l'U.M.T. qui affirment que l'indépendance de leurs pays ne sera réelle et complète qu'après celle de l'Algérie et que leur lutte s'identifie à celle des Algériens jusqu'à la libération totale de la patrie Nord-Africaine?

— Ou est-ce la dénonciation par l'U.G.T.A. du mythe de la « Pacification », de la guerre, de ses crimes et horreurs et l'affirmation de la volonté des travailleurs Algériens de lutter farouchement pour imposer la Paix et des négociations avec le F.L.N., porte-parole de l'Armée de Libération Nationale et représentant authentique et exclusif du Peuple Algérien?

LA VERITE  
DES TRAVAILLEURS  
PERMANENCE

64, rue de Richelieu  
PARIS (2<sup>e</sup>)

RIC. 03-52 et la suite  
Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.

le samedi, tout l'après-midi

## Lettre d'un lecteur communiste

La dénonciation de Staline en U.R.S.S., les événements de Pologne et de Hongrie qui éclairent d'un triste jour le mode de construction du socialisme suivi dans les démocraties populaires et même en U.R.S.S., mais plus encore peut-être la « voie originale » de passage au socialisme choisie par la direction du P.C. — investiture de Guy Mollet et de ses ministres R.P.F., vote des pouvoirs spéciaux, le front unique recherché sur les positions réformistes — ont ouvert une grande discussion parmi les militants de notre entreprise.

C'est dans ce climat que l'un de nous a reçu votre journal, sans doute que notre préjugé anti-trotskyste avait disparu avec la condamnation de Staline par Khrouchtchev, car nous en avons entrepris la lecture à tour de rôle.

Nous sommes d'accord sur le fait que le Parti Communiste ne mène pas la lutte contre la guerre d'Algérie comme il le faudrait, vos idées s'apparentent aux nôtres sur bien d'autres points, cependant quelle efficacité peut être la vôtre?

Sur le plan pratique, quelle action mènent vos militants?

L'élaboration d'une ligne politique et sa propagande par voie de presse vous suffit-elle?

Seriez-vous dans le même cas que ce gars de la Nouvelle gauche qui dans notre entreprise se contente de la seule activité critique, cela ne vous mènerait nulle part!

Si telle n'est pas votre orientation nous ne voyons pas très bien de quelle façon vous envisagez votre action dans le mouvement ouvrier.

P.S. — Ci-joint deux abonnements.

C. L. (Lille).

Salut communiste.

### Réponse

Notre parti n'est pas la direction de la classe ouvrière. On peut le regretter, mais c'est ainsi. Il ne suffit pas non plus de se proclamer parti dirigeant pour l'être réellement. On le devient. Pas en dehors des masses, en lançant revendications ou mots d'ordre d'action sans tenir compte des possibilités de réalisation mais avec elles, en participant à ses luttes, en partageant ses expé-

riences, en vérifiant en commun avec ses militants d'avant-garde, ses cadres, ce qu'est la politique du marxisme révolutionnaire et aussi celle de l'opportunisme des organisations traditionnelles. A ce propos notre mouvement a publié divers documents sur la construction du parti révolutionnaire « IV<sup>e</sup> Internationale », thèses adoptées aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> Congrès mondiaux de notre Internationale. Dans les pays où le P.C. a la majorité de la classe ouvrière derrière lui, nous nous orientons vers un travail en direction de la base de ces partis et des masses influencées par le P.C.

« Notre préoccupation essentielle doit être de ne pas nous couper de ces masses, de chercher à nous y mêler et à profiter de la lutte commune contre le capitalisme et l'impérialisme pour les dresser à travers cette lutte, aussi contre la bureaucratie et le stalinisme. »

Notre action indépendante, notre journal sont des éléments de cette tactique et notre politique ne peut être appréciée que comme un tout.

Votre lettre témoigne de la justesse de nos positions. Aujourd'hui nous assistons à la progression des cadres ouvriers, leur sens critique se développe. Ils sont à la recherche d'une politique mobilisant leur classe. C'est de la fusion de ces éléments avec l'avant-garde marxiste-révolutionnaire que le Parti prendra son essor.

## Un débat sur la réunification syndicale

(Suite)

Dans notre dernier numéro nous avons donné un résumé du débat sur l'unité ouvert dans Le Peuple.

Il n'est pas question de nier les difficultés considérables que la scission syndicale crée au mouvement ouvrier, et que rencontrent les deux secrétaires des syndicats F.O. et C.G.T. de la Banque (Tissier et Pompey dans Le Peuple du 15 juillet), par exemple.

Mais ce problème ne peut pas être traité EN DEHORS de son terrain, celui de la défense des intérêts ouvriers. C'est de ce point de vue que nous nous plaçons. C'est pourquoi aussi l'intervention de Lebrun plaçant ce problème sur un autre plan, celui de l'évolution des rapports diplomatiques entre États, ne peut pas être mobilisatrice pour la classe ouvrière. Au contraire. Etant donnée l'évolution de la situation internationale, on peut se demander si Lebrun va reconsidérer son schéma :

1947 « guerre froide » = scission

1956 « détente » = unité

Dans ce débat, et par rapport au Congrès de la C.G.T. de juin 1955, il n'y a ni nouveauté, ni originalité. Aujourd'hui comme hier, le contenu anti-capitaliste donc mobilisateur, du programme de la classe ouvrière, est absent. Peut-on traiter de l'unité en dehors de l'action de la classe ouvrière, de ses aspirations, de ses problèmes? On ne peut le faire que d'une façon propagandiste dans le style: c'est beau, l'unité. Personne n'a jamais dit le contraire.

Pour nous, ce qui est décisif: c'est le contenu de classe de la politique des organisations ouvrières. Mais enfin, dira-t-on: « il y a quand même eu une discussion au Congrès de la C.G.T. Frachon et Lebrun n'étaient pas d'accord ». Pas d'accord sur quoi? C'est la question.

Les divergences entre les deux secrétaires de la C.G.T. ne portent pas sur la nature du programme. Elles portent sur la politique immédiate de la C.G.T. la plus apte à convaincre (Lebrun) ou à contraindre (Frachon) la bourgeoisie de la nécessité de réaliser une entente, de faire un nouveau front populaire. C'est ce qui explique chez Frachon, l'accent mis sur les

revendications immédiates, le langage « lutte de classes » plus à la « portée » des ouvriers. Lebrun pour sa part, fait plus confiance à son « programme constructif » réalisable et acceptable pour la bourgeoisie, surtout de son aile mendessiste, et lui apporte ainsi la caution de la C.G.T. pour des mesures « rénovatrices ».

C'est aussi plus acceptable pour F.O. que naguère Frachon parlait de « convaincre ou submerger ».

Cela n'a pas empêché l'unité des deux secrétaires de la C.G.T. au Congrès même sur le texte final qui réintroduisait «... de nouvelles nationalisations, contrôle des banques, etc. » et maintenait l'équivoque sur la composition « d'un rassemblement des forces populaires progressives, de gauche, etc... »

Nous reportons nos lecteurs aux numéros 30, 31, 32 de la Vérité des Travailleurs pour l'explication plus approfondie de la discussion Frachon-Lebrun.

Les travailleurs ne peuvent être absents du débat sur l'unité. Mais ils entendent que leurs luttes, comme ce fut si souvent le cas dans le passé, ne soient pas utilisées pour des « combinaisons non définies » avec la bourgeoisie.

Sans s'illusionner sur les répercussions réelles du débat engagé dans Le Peuple ni même de ses limites, les militants C.G.T. sauront faire prévaloir en plus du programme immédiat correspondant aux besoins immédiats des masses:

1° Mobilisation pour un changement de gouvernement.

2° Engagement d'une grande campagne de propositions d'unité d'action à F.O., au P. S. et au P.C.F. pour combattre ensemble pour un tel changement.

3° Refus de soutenir une alliance avec des partis bourgeois.

4° Réalisation de mesures anti-capitalistes en front unique avec les autres organisations ouvrières.

C'est ainsi seulement que l'on peut donner des perspectives aux travailleurs, qui doivent savoir où veulent aller leurs dirigeants et ce qu'il faut exiger d'eux.

DUPARC.

## Congrès F. O. et politique gouvernementale

Le Congrès fédéral de Force Ouvrière ne sera pas celui du bouleversement.

L'immobilisme dont il a fait preuve témoigne d'une incroyable mansuétude à l'égard du gouvernement Guy Mollet.

Sur tous les plans, la majorité du Congrès s'est alignée sur les positions du gouvernement à direction socialiste allant jusqu'à utiliser le même langage.

Sa seule fermeté, c'est contre la C.I.S.L. que le Congrès l'a exercée en exigeant que la C. I. S. L. « considère la C.G.T.-F.O. comme son prolongement naturel et officiel dans les territoires de l'union française », ceci malgré les déclarations d'Oldenbroek au nom de la C.I.S.L.

Pour le reste, malgré les interventions de divers délégués exprimant leur doute de faire des « réali-

sations sociales » en dépensant des milliards pour la guerre, ce ne fut qu'un catalogue de vœux pieux :

Tout ce qui, de près ou de loin, aurait pu amener une mobilisation ouvrière, tout ce qui aurait pu chagriner G. Mollet, tout ce qui aurait pu devenir une plate-forme revendicative, et unitaire fut écarté.

L'Europe, la productivité nouvelle, échelle mobile des salaires, les positions colonialistes les plus honteuses, le sectarisme le plus outrancier, voilà les conclusions de ce Congrès.

On reverra encore les dirigeants F. O. hanter les couloirs du gouvernement, ou celles de l'assemblée européenne, la fraternisation avec René Mayer, grand maître de la C.E.C.A., connaîtra encore de beaux jours.

Les mots d'ordre d'action? Néant. Rien, même pour les fonctionnaires, secteur F. O. traditionnel en effervescence depuis quelques semaines.

Le S.M.I.G., l'augmentation générale des salaires, la lutte contre la guerre, et même les 40 heures sont passés sous silence.

« France-Observateur » a pu dire que c'était le Congrès de l'équivoque. C'est bien au contraire au plus précis des soutiens à G. Mollet qu'il nous a été donné d'assister.

Combien de temps cette orientation pourra durer? C'est le seul problème qui se pose. Quand la montée ouvrière se manifesterait-elle avec suffisamment de force pour permettre à la minorité qui a recueilli de 20 à 25 % des mandats dans le meilleur des cas, d'imposer la ligne unitaire, avec la C.G.T. comprise le combat anti-capitaliste nécessaire? C'est à cette tâche que les militants F. O. doivent s'attacher.

## Des douze pages à l'hebdomadaire

Notre appel en faveur des douze pages n'est pas resté sans résonance. Plusieurs lecteurs et sympathisants nous ont exprimé leur désir de voir augmenter au plus tôt le volume de notre journal et, joignant le geste à la parole, se sont engagés à verser un soutien régulier. Nous les en remercions et engageons tous les lecteurs à suivre cet exemple.

D'autres camarades, conscients du rôle important qui nous incombe dans les circonstances actuelles si lourdes de conséquences, nous ont dit qu'il était préférable, à leur avis, que nous passions à la parution hebdomadaire avec un nombre de pages limité. L'hebdomadaire est, évidemment, le but que nous visons. Les douze pages bi-mensuelles ne sont qu'une étape. Nous répugnons de passer à l'hebdomadaire avant que ses assises matérielles soient suffisamment solides.

La tournure des événements, leur extraordinaire accélération nous pose chaque jour des tâches nouvelles, des formes d'activité multiples et nouvelles, elles aussi. Notre politique rencontre un écho croissant parmi les militants avancés des organisations ouvrières et notamment du P.C.F. Notre orientation rejoint l'effort de centaines de militants communistes.

Chaque jour nous rencontrons de nouveaux appuis, de nouveaux concours. Notre parti enregistre des adhésions, tant en province que dans la région parisienne. Le 12<sup>e</sup> Congrès de notre parti qui se tiendra à un moment crucial pour le mouvement ouvrier français et international s'annonce sous les meilleurs auspices. Des militants d'avant-garde possédant une riche expérience, venus d'horizons divers, ayant suivi des chemins variés, tous enracinés dans des organisations de masses et se trouvant à la pointe du combat contre des directions faillies, élaboreront démocratiquement un programme révolutionnaire pour l'année à venir.

Ces progrès de notre organisation permettent d'augurer que nous parviendrons rapidement à franchir les étapes qui nous séparent de l'hebdomadaire.

Ce numéro spécial de la « Vérité des Travailleurs » paraît sur douze pages. Mais ce n'est qu'au mois de décembre que la parution régulière sur 12 pages débutera. Que chacun contribue à l'effort:

SOUSCRIVEZ, ABONNEZ-VOUS, FAITES ABONNER VOS AMIS, FAITES LIRE NOTRE JOURNAL.

### SOUSCRIPTION

Soutien de « La Vérité des Travailleurs »

Err. . . . .	Fr.	1.000
Em. . . . .		500
Jui. . . . .		300
My. . . . .		1.000
Loz. . . . .		1.000
Lut. . . . .		1.500
Pic. . . . .		1.500
Mar. . . . .		2.150
Berrich. . . . .		5.000
Za. . . . .		4.000
Ledu. . . . .		1.000
Total. . . . .	Fr.	19.950
Total précédent. . . . .		68.250
Total général. . . . .	Fr.	88.200

### ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »  
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros . . . . . 300 fr.

— 1 an: 24 numéros . . . . . 600 fr.

— Sous pli fermé, respectivement . . . . . 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>.

## Lettre d'André Marty à Gomulka

Catlar, 31 octobre 1956.

Au Camarade Gomulka,  
Premier Secrétaire du Comité Central  
du Parti Ouvrier Unifié Polonais,  
Varsovie.

*Cher Camarade,*

*Je suis certain d'être l'interprète des travailleurs français en félicitant chaleureusement le Comité Central du Parti Ouvrier Polonais d'avoir pris sous votre impulsion courageuse les décisions des 20 et 21 octobre qui ouvrent à la Pologne la voie vers une vraie marche au socialisme.*

*Nous vous demandons de faire savoir que nous condamnons ce que les stalinistes de la clique Thorez ont écrit dans « l'Humanité » : ils ont osé accuser les héroïques grévistes de Poznan et les travailleurs de Pologne d'être « des chouans et des contre-révolutionnaires, agents des impérialistes » et ils ont caché votre rapport qui est cependant si utile aux travailleurs français. Le mensonge et la calomnie sont devenus la doctrine de cette clique. Il faut que vous sachiez qu'ils ne se maintiennent à la tête du P.C.F. que par une dictature implacable qui ne permet pas la moindre contradiction.*

*Mais les travailleurs français constatent que ces mêmes stalinistes qui vous insultent sont les premiers responsables de leur grave situation actuelle par leur soutien effréné et sans principe, durant huit mois, du gouvernement et surtout en ne menant aucune campagne de masse contre la guerre d'Algérie, contre le blocage des salaires, ni même contre la répression.*

*Voilà pourquoi je suis certain que l'exemple et le courage des travailleurs polonais, du Comité Central du Parti Ouvrier et le vôtre, camarade Gomulka, seront un puissant stimulant aux communistes et à tous les travailleurs de France pour agir afin de rebâtir un vrai Parti ouvrier révolutionnaire comme était le Parti Communiste voici trente ans.*

*Recevez, cher Camarade, pour le Comité Central et pour vous-même, nos félicitations et aussi nos remerciements pour votre orientation vraiment socialiste qui aide au redressement et au développement du mouvement ouvrier français et international.*

*Avec mon plus chaleureux salut communiste révolutionnaire.*

André MARTY.

Ancien Député de Paris (1924-1955),  
Ancien Secrétaire du P.C.F.

### TELEGRAMME DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE A IMRE NAGY

Le Comité Exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale vient d'adresser à Imre Nagy, Premier ministre hongrois, le télégramme suivant :

Imre Nagy, Premier ministre, Budapest.

*IV<sup>e</sup> Internationale s'élève contre emploi armée soviétique pour combattre soulèvement populaire. C'est aux travailleurs hongrois de prouver qu'ils veulent et peuvent défendre régime social contre forces sociales hostiles.*

*L'intervention étrangère ne peut suppléer à ce rôle sans défigurer caractère de la lutte et compromettre irrémédiablement ceux qui l'appellent et s'appuient sur elle.*

*Les travailleurs hongrois déçus de lamentable faillite économique et politique gestion stalinienne et de l'incompréhension bureaucratique obstinée dirigeants, ne défendront régime social que rendus effectivement maîtres d'Etat, économie, en pleine indépendance et liberté.*

*IV<sup>e</sup> Internationale appelle travailleurs hongrois défendre eux-mêmes régime social et assurer vraie solution progressive: une Hongrie socialiste libre et démocratique, alliée sur un pied d'égalité aux autres Etats ouvriers.*

Comité Exécutif IV<sup>e</sup> Internationale.  
27 octobre 1956.

# THOREZ et FAJON défenseurs de la bureaucratie

Vendredi, 2 novembre, étaient convoqués à la salle Jean-Pierre Timbaud les membres des Comités de Section et les secrétaires de cellule de la région parisienne. Plusieurs milliers de militants étaient là. Une résolution fut proposée à l'Assemblée. Fait inusité depuis longtemps: malgré la présence de tous les membres du Bureau Politique, malgré la présence de Thorez, malgré la pression qu'exerce sur chaque auditeur la parole des dirigeants dans une Assemblée d'information (par conséquent où l'opposition ne peut se faire entendre) il se trouva cinq militants pour ne pas voter la résolution qu'on leur proposait: Cinq militants, dira-t-on, c'est bien peu. Sans doute. Mais on peut affirmer que l'opposition est bien plus forte qu'il n'y paraît par ce nombre. Dans les Assemblées de discussion (cellules ou Comités de Section) des minorités plus substantielles se dégagent pour manifester que la politique du P.C.F. ne reçoit plus, comme auparavant, l'assentiment de l'ensemble des militants. Thorez a senti le vent et il a voulu utiliser la réunion de vendredi pour faire pression sur l'avis des cellules.

..

On proposait aux militants parisiens de se déclarer en accord avec les deux dernières sessions du Comité Central: politique de Front Unique et appréciations des événements de Pologne et de Hongrie. Nous ne cessons de montrer que la politique du P.C.F. est une pseudo politique de Front Unique et d'exposer pourquoi elle ne « rend » pas. Dans ce numéro nous voudrions examiner les passages du rapport de Fajon relatifs aux événements des Démocraties Populaires.

Notons que le Comité Central a dû décider que chaque cellule recevrait le rapport Gomulka pour calmer les exigences des adhérents toujours plus nombreux qui veulent juger sur pièces. (Un interrupteur dans la salle s'est fait le porte-parole de ceux qui demandent que l'on fasse connaître l'avis du Comité Central polonais). Fajon a dû faire état de nombreuses critiques adressées à l'« Humanité ». Il s'est rendu ridicule en affirmant que la rédaction n'avait reçu que douze lettres. En réalité c'est presque tous les militants qui veulent être informés d'une manière ou d'une autre (**Humanité** ou publications spéciales).

..

Car, la direction du P.C.F. dans les luttes de tendance qui ont eu lieu dans les Démocraties populaires prend position pour les bureaucrates les plus coriaces soutenus par le gouvernement de l'U.R.S.S. ou du moins redoute les éléments qui de gré ou de force

accèdent au désir des travailleurs de voir disparaître les tares du stalinisme. C'est le droit de chacun dans le P.C.F. de se déclarer d'accord avec certaines positions des leaders des Partis frères et d'en condamner d'autres, mais ce qui est proprement scandaleux est de vouloir disposer de l'avis des adhérents en leur cachant précisément les rapports, les textes des Partis des autres pays dans lesquels se manifestent les luttes de tendance. **L'Humanité** a cité abondamment la presse réactionnaire sur les événements de Pologne et de Hongrie, mais la direction a caché aux militants le rapport Gomulka, les déclarations du Parti des travailleurs hongrois relatives aux responsabilités des gouvernements et des Partis ouvriers des Démocraties populaires, les déclarations du P. C. chinois sur l'inégalité des rapports entre pays socialistes. Tous les textes reproduits dans l'« Humanité » sont ceux qui, au préalable, avaient paru dans « La Pravda ». Quels moyens y avait-il de procéder à une analyse sur la base de documents, puisque « France Nouvelle » était aussi muette que « l'Humanité » et qu'il n'existait pas dans le P. C. F. de bulletin d'information.

..

Le rapport de Fajon est bien la consécration de ce soutien par le P.C.F. d'une « tendance » dans les P. C. des autres pays.

Non seulement les fautes du Parti ouvrier sont minimisées dans les événements de Poznan, mais la responsabilité du gouvernement de l'U.R.S.S. dont parle le Gomulka dans son discours (inégalité des rapports entre pays socialistes, par conséquent nationalisme des dirigeants de l'U.R.S.S.) est passée sous silence. Il n'est pas question des conséquences du culte de la personnalité dans les Partis communistes étrangers dont a discuté le Comité Central polonais. Fajon n'essaie pas de faire comprendre pour quelles raisons le Parti des travailleurs hongrois a connu une faillite telle qu'il a fallu créer un autre Parti pour faire en sorte qu'il existe encore en Hongrie une organisation du socialisme révolutionnaire. Bref, Fajon essaie de minimiser ou de passer sous silence les méfaits ou les crimes de la direction bureaucratique. Au terme du rapport Fajon, il ne s'agirait que d'erreurs que l'on veut bien parfois qualifier de graves. Le rapport de Gomulka rend un autre son. Malgré les réserves que les trotskystes peuvent être amenés à faire à son égard, un grand souffle communiste antibureaucratique s'en dégage.

C'est de cela qu'ont peur les stalinistes attardés du P.C.F. Ils font tout pour que les adhérents, à travers leur expérience, ne puissent venir sur des positions analogues à celles que défend l'IV<sup>e</sup> Internationale: une couche parasitaire, la bureaucratie, sur la base de la propriété collective des grands moyens de production et d'échange, a dépossédé le prolétariat de la direction des affaires du pays.

La gestion de cette bureaucratie met en péril l'Etat ouvrier, tant au point de vue économique que politique et facilite ainsi les entreprises de la réaction. Pour défendre l'Etat ouvrier, pour instaurer la démocratie socialiste, il faut chasser les bureaucrates. Les communistes de tous les Partis des Démocraties populaires et des pays capitalistes devraient le proclamer dans l'intérêt du socialisme... C'est beaucoup demander au meilleur stalinien en France et à ses coéquipiers.

R. MERLIN.

Le document que chacun doit connaître  
publié dans un numéro spécial

de « QUATRIEME INTERNATIONALE »

## Le rapport Khrouchtchev

- Notre commentaire: Ce que Khrouchtchev ne pouvait dire.
- Le rapport Khrouchtchev.
- Le testament de Lénine.
- Un article de Trotsky sur le testament de Lénine.
- Thorez savait (une lettre de Thorez de 1924, en faveur de Trotsky).

Le numéro: 150 fr. — Les 5: 600 fr.

C.C.P. Frank, 12648-46 Paris

64, rue de Richelieu

En vente dans les kiosques, librairies et au siège.

« La Vérité des Travailleurs » paraît le  
2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> vendredi du mois.  
Prochain numéro le 23 novembre.

D'une brûlante actualité:

Le Tome 1 de

« ECRITS »

de Léon TROTSKY

(1928-1940)

Un recueil d'une trentaine d'articles sur  
l'économie soviétique, la situation interna-  
tionale, la question du désarmement.

Des études plus actuelles que jamais.

Le volume: 1.000 francs

# 39<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre

## Bilan et perspectives

- VIVE LA NOUVELLE REVOLUTION POLITIQUE EN MARCHÉ CONTRE LA BUREAUCRATIE !
- VIVE LA RENAISSANCE DE LA DEMOCRATIE POLITIQUE PROLETARIENNE ET SOCIALISTE !
- VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !
- VIVE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS !



OCTOBRE 1917 : LENINE ET TROTSKY

### CAMARADES TRAVAILLEURS,

Le 39<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution d'Octobre s'ouvre sur une étape nouvelle de la plus grande expérience sociale de l'Histoire. Des forces puissantes agissent de nouveau pour faciliter l'épanouissement du contenu socialiste de la Révolution et assurer sa victoire rapide sur l'échelle internationale.

Les forces réactionnaires ou conservatrices de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique, quoique décidées toujours à se défendre avec acharnement contre l'avance triomphante de la

Révolution Socialiste mondiale, sont manifestement en recul.

Au moment où le régime politique sanglant et absolutiste de Staline, instauré sur les ruines de la démocratie prolétarienne du temps de Lénine et de Trotsky, vacille miné dans ses fondements même, aussi bien en U.R.S.S. que dans les Démocraties populaires un bilan s'impose de l'œuvre accomplie par la Grande Révolution d'Octobre, de son expérience, ainsi qu'une esquisse des perspectives nouvelles qui s'en dégagent.

### Le stalinisme

#### négation du socialisme

Cependant, les conditions concrètes dans lesquelles a eu lieu jusqu'à maintenant ce développement ne cadrent pas avec celles qui furent prévues par les maîtres du marxisme révolutionnaire et avec le contenu donné par eux à la notion de régime socialiste. Le développement économique de l'U.R.S.S. et des Démocraties populaires s'est réalisé dans des conditions matérielles plus que pénibles pour la grande masse des ouvriers et des paysans de ces pays, sous un régime politique bureaucratique, policier et absolutiste. Or, le socialisme ne mérite son nom qu'en tant que régime synonyme d'une constante et substantielle élévation du niveau de vie des masses et de leur association démocratique au contrôle et à la gestion de l'Etat et de l'économie.

Le régime stalinien en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires, qui fondamentalement subsiste encore, est la négation d'une telle conception du socialisme. La poussée des masses qui tend actuellement à le renverser ne pourra y aboutir que guidée par une avant-garde véritablement léniniste, consciente des raisons profondes qui ont provoqué la déformation bureaucratique monstrueuse du régime politique instauré par la Révolution d'Octobre, et capable d'apporter une solution aux problèmes créés par ce régime.

#### « L'accumulation primitive »

### CAMARADES TRAVAILLEURS,

La principale ressource de l'« accumulation primitive » aussi bien en U.R.S.S. que dans les autres Etats ouvriers était et reste le produit non consommé par les masses productives de la paysannerie et du prolétariat. C'est en prélevant sur ce produit que l'Etat trouve les moyens nécessaires à l'édification de l'industrie — de l'industrie lourde en premier lieu.

Dans les conditions d'un pays arriéré et isolé du marché international, comme ce fut le cas de l'U.R.S.S. et actuellement de la Chine et des autres Démocraties populaires, prélever sur la consommation pour construire un puissant appareil d'industrie lourde peut signifier restreindre pour une période la consommation de toute une série de produits et soumettre toute la population à un régime d'austérité sévère. Le caractère arriéré du pays et son isolement du marché mondial déterminent, outre une masse globale de capital impressionnante à trouver, un coût de revient hors de comparaison avec celui du marché mondial. D'où, à la fois, la tendance à procéder au drainage draconien de toutes les ressources pro-

(Suite page 6.)

## La supériorité de l'économie étatisée et planifiée

La justification historique de l'action victorieuse menée en Russie par le prolétariat russe et le parti de Lénine en 1917 n'est plus à démontrer. Elle est éclatante et a une importance historique. Elle éclaire d'une lumière puissante la voie à suivre pour toute l'humanité. L'économie étatisée et planifiée, rendue possible grâce à la Révolution d'Octobre, s'est avérée une conquête fondamentale déterminant un essor prodigieux des forces productives, incompatible avec les conditions du capitalisme décadent.

Malgré l'isolement international de l'U.R.S.S. jusqu'à la dernière guerre mondiale; malgré la gestion bureaucratique de l'Etat et de l'économie, ses gaspillages, ses erreurs, ses limitations, l'U.R.S.S. est devenue la deuxième puissance industrielle du monde et se prépare à disputer dans les années à venir la première place dans diverses branches de la production industrielle.

Quelques chiffres illustrent la gigantesque marche en avant des forces productives déclenchée par le système social qu'a instauré la victoire d'Octobre. Le taux d'accroissement annuel de la production industrielle soviétique s'établit en moyenne à plus du double du taux correspondant des pays capitalistes industriels en période d'essor continu non interrompu par les « récessions » et les crises.

Sur la base d'un tel rythme, vers 1960, au terme du nouveau plan quinquennal, la production d'acier par tête d'habitant en U.R.S.S. dépassera celle qu'aura à cette date toute l'Europe occidentale réunie, et la production globale de charbon dépassera celle des Etats-Unis. Quelques années plus tard, vers 1965, l'industrie lourde soviétique rejoindra celle de l'Europe occidentale tout entière, et vers 1970 elle égalera celle des Etats-Unis.

Certes, même à cette date la production soviétique par tête d'habitant risque de rester inférieure à celle des Etats-Unis, l'écart étant sensiblement plus grand en ce qui concerne les ma-

tières et les produits de consommation en provenance de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie légère. Mais dans la compétition entre les deux systèmes économiques et sociaux, y compris dans le domaine de la production par tête d'habitant, l'U.R.S.S. a pris manifestement maintenant une avance décisive et irréversible.

L'économie étatisée et planifiée n'a pas manqué de faire aussi ses preuves de supériorité tant dans l'exemple des Démocraties populaires que dans celui de la Chine. La production industrielle des Démocraties populaires est en train de dépasser, pour environ le même nombre total d'habitants, celles de la France et de l'Italie réunies. Quant à la Chine, ses progrès déjà étonnants se mesurent aussi bien par rapport à la stagnation qui a marqué ce pays dans son évolution d'avant la Révolution que par rapport à ceux qui sont réalisés actuellement par un pays comme l'Inde s'industrialisant sous un régime bourgeois.

Ainsi, dans le domaine décisif de l'accroissement des forces productives, à un taux continu, supérieur par rapport à celui du capitalisme, le système de l'économie étatisée et planifiée a démontré déjà toute sa supériorité historique.

Pour comprendre l'histoire des 30 années falsifiées par Staline, lisez :

Léon TROTSKY

Ma Vie (nouv. éd. de la N.R.F.)	1.150 fr.
Ma Vie (édition abrégée).....	250 fr.
Histoire de la Révolution Russe (2 vol.).....	1.800 fr.
La Révolution trahie.....	600 fr.
Staline.....	750 fr.

Envoyez vos commandes au S. E. L.  
« LA VERITE DES TRAVAILLEURS »  
64, rue de Richelieu Paris-2<sup>e</sup>.  
C.C.P. 6965-68 PARIS

# Vive la Révolution d'Octobre !

(Suite de la page 5)

venant des restrictions de la consommation et du niveau de vie en général des masses, et la disproportion criante entre les prix industriels et les prix agricoles.

Ce dernier phénomène, s'il pèse également sur le niveau de vie de la classe ouvrière, écrase plus particulièrement la paysannerie. En effet, sous un régime comme celui de l'U.R.S.S., de la Chine, des Démocraties populaires, les prix agricoles devaient rester, même sans l'intervention arbitraire de l'Etat, au niveau atteint par la productivité sous l'ancien régime, et même leur être inférieurs, vu les progrès de la productivité par

la collectivisation et la mécanisation plus poussée de l'économie agricole. Par contre, la hausse des prix des produits industriels dépasse de beaucoup le niveau des prix sous l'ancien régime qui profitait du libre accès au marché mondial.

Ainsi, c'est surtout la paysannerie qui contribue encore plus que le prolétariat à l'« accumulation primitive » de l'Etat ouvrier et qui paie sur sa consommation la plus grande partie des frais de cette accumulation.

*Un tel processus est naturellement dans une certaine mesure possible même sous un régime politique autre que le régime stalinien, aussi longtemps que subsistent le caractère arriéré du pays en question et son isolement, par le mono-*

*pole du commerce extérieur, du marché mondial, souvent aggravé d'un isolement forcé.*

La seule solution radicale à ce problème réside dans l'extension rapide de la Révolution socialiste sur l'arène internationale, dans la jonction rapide du pays arriéré qui construit le socialisme avec les pays économiquement développés gagnés eux aussi au socialisme.

*C'est là le premier enseignement fondamental à tirer de l'expérience stalinienne, qui donne toute la mesure du caractère criminel de celle-ci et la condamne irrévocablement.*

## Failite de la gestion bureaucratique

« *Le socialisme dans un seul pays* »

La politique stalinienne, basée sur la théorie du « socialisme dans un seul pays », tournait en effet délibérément le dos à la Révolution mondiale, tout en accentuant par sa fausse orientation et l'isolement de l'économie soviétique du marché mondial et la disproportion désastreuse entre les branches fondamentales de l'économie: l'agriculture, l'industrie légère, l'industrie lourde. Ce faisant, elle aggravait les conditions objectives défavorables au développement véritablement socialiste de l'U.R.S.S., découlant du caractère arriéré et de l'isolement international du pays.

La condamnation des résultats de la politique stalinienne aussi bien en U.R.S.S. que dans les Démocraties populaires, tout en tenant compte de ces handicaps objectifs, repose essentiellement sur son orientation subjective, fautive et criminelle qui a précisément théorisé ces handicaps et leurs conséquences sur le plan du niveau de vie des masses et leurs libertés en les identifiant au socialisme, et même au « socialisme parachevé! »

Le régime stalinien est le principal responsable du niveau de vie actuel des masses en U.R.S.S. et dans les Démocraties populaires, ainsi que du déséquilibre fondamental de leur économie. Si des millions d'ouvriers et de paysans vivent encore dans ces pays avec des salaires de 300 et même de 200 roubles par mois, c'est-à-dire de dix mille francs français et même au-dessous, comme viennent de le démontrer les récents relèvements des bas salaires en U.R.S.S. et les événements de Poznan en Pologne, ceci n'est pas dû aux difficultés objectives de la construction du socialisme dans des pays arriérés, isolés du marché international, mais à l'orientation fautive de l'économie sous le régime stalinien, aggravée par sa gestion bureaucratique.

En orientant l'économie vers des plans autarciques visant à la construction du « socialisme parachevé dans un seul pays »; en accordant une priorité absolue et démesurée à l'industrie lourde sans tenir compte de la nécessité d'un développement parallèle important de l'industrie légère et de l'agriculture; en procédant à la collectivisation de celle-ci sans qu'existent les bases matérielles et techniques pour une telle transformation, les régimes staliniens ont imposé aux masses un fardeau disproportionné aux possibilités économiques réelles et à leur utilisation rationnelle, qui a strictement limité leur consommation pour des années durant et miné la collaboration volontaire et confiante entre l'Etat, le prolétariat et la paysannerie.

C'est celle-ci qui du reste a le plus souffert de cette orientation, ce qui explique et le retard général de l'agriculture dans tous ces pays et le divorce accentué des masses paysannes avec le pouvoir politique. Les masses paysannes pauvres se sentent frustrées de leur produit de travail dans les conditions désavantageuses de leurs

échanges avec l'Etat. D'autre part elles boudent toujours une collectivisation qui se fait par des moyens de pression administrative et non sur une

### La bureaucratie est onéreuse

La gestion bureaucratique de l'économie a d'autre part aggravé encore plus les inconvénients découlant de son orientation fautive. Si, dans une toute première phase, la gestion bureaucratique supplée aux besoins des pays arriérés et isolés d'assimiler de cette manière la technique et la science modernes, très rapidement elle devient une source de gaspillages, de frais disproportionnés aux services rendus, d'incompétence et de frein de l'initiative créatrice des masses. La prolifération d'une couche bureaucratique dominante, ainsi que la gestion bureaucratique de l'Etat et de l'économie, réduisent effectivement si elles n'éliminent pas complètement les avantages de l'Etat ouvrier par rapport à l'Etat capitaliste en matière de ressources pour l'industrialisation, provenant du produit autrefois accaparé par l'impérialisme, les féodaux, les capitalistes.

Les conditions politiques du régime stalinien n'étaient pas et ne sont toujours pas faites pour alléger les difficultés économiques dans lesquelles se débattent encore les larges masses de ces pays. Au contraire. Etant en réalité la raison fonda-

mentale de l'orientation économique fautive, le régime politique stalinien qui représente le pouvoir de la couche bureaucratique privilégiée, en tout premier lieu de la bureaucratie soviétique, maintient et aggrave le divorce des masses d'avec ce régime.

Or, il ne peut exister aplanissement des difficultés économiques et gestion bon marché de l'Etat ouvrier que dans la démocratie prolétarienne la plus large, que dans l'association démocratique la plus large des masses productrices au contrôle et à la gestion de l'Etat et de l'économie.

Le régime politique stalinien est devenu à la fois le régime le plus antiéconomique et le plus antipopulaire. Il freine désormais le développement des forces productives de l'économie étatisée et planifiée aux possibilités insoupçonnées, et détériore les rapports sociaux, plus particulièrement entre le prolétariat et la paysannerie.

Or, il ne peut exister aplanissement des difficultés économiques et gestion bon marché de l'Etat ouvrier que dans la démocratie prolétarienne la plus large, que dans l'association démocratique la plus large des masses productrices au contrôle et à la gestion de l'Etat et de l'économie.

Le régime politique stalinien est devenu à la fois le régime le plus antiéconomique et le plus antipopulaire. Il freine désormais le développement des forces productives de l'économie étatisée et planifiée aux possibilités insoupçonnées, et détériore les rapports sociaux, plus particulièrement entre le prolétariat et la paysannerie.

### La déstalinisation

#### CAMARADES TRAVAILLEURS,

Toutes ces plaies du régime stalinien, dénoncées depuis de longues années, exclusivement par l'Opposition communiste de gauche que dirigea Trotsky et que continue la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, sont apparues au grand jour depuis la mort de Staline.

La crise du stalinisme international, qui mûrissait plus particulièrement depuis la fin de la dernière guerre et dans l'essor des forces révolutionnaires dans le monde, a éclaté avec fracas. La pression des masses soviétiques et de celles des Démocraties populaires est à la base de la « déstalinisation » à laquelle se sont vus obligés de recourir pour survivre les sommets de la direction politique de la bureaucratie soviétique et ses hommes de paille dans les Démocraties populaires.

Certains doutaient de l'existence de cette pression, parlaient d'une « autoréforme » des directions staliniennes, espéraient et souhaitaient un passage à froid, sous les mêmes hommes, de l'absolutisme policier et bureaucratique de Staline à un palier de bureaucratisme « éclairé », à l'exemple du régime yougoslave.

Les événements de juin 1953 en Allemagne orientale, les grèves dans les camps de concentration en U.R.S.S., les événements de Poznan en juin de cette année et maintenant de Varsovie, en Pologne et en Hongrie ont fourni une réponse éclatante: les masses donnent l'assaut contre le régime politique de la bureaucratie et tentent de replacer le développement de tous ces pays dans la voie du socialisme véritable, synonyme de l'accroissement continu et substantiel du niveau de vie, et de la plus large association démocratique des masses au contrôle et à la gestion de l'Etat et de l'économie.

C'est là le sens le plus profond des événements qui secouent actuellement les pays de l'orbite soviétique; c'est là la perspective ultime des développements en cours.

La crise actuelle du stalinisme a tout remis en question; elle a touché cette fois-ci les problèmes fondamentaux de la politique prolétarienne et socialiste. Durant de longues années, ces questions furent discutées et éclairées théoriquement par une avant-garde numériquement très restreinte, soumise à la pression conjointe la plus formidable de l'impérialisme et du stalinisme:

# Vive la Révolution mondiale !

L'Opposition communiste de gauche dirigée par Léon Trotsky, que continue aujourd'hui la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE.

*Maintenant ces questions sont, de manière explicite ou implicite, au centre des préoccupations de millions d'hommes qui vivent en U.R.S.S., en*

*Chine, dans les Démocraties populaires, et de tout le mouvement communiste international!*

Sur la base d'une expérience riche mais tellement amère et si chèrement payée, le contenu du socialisme est à repréciser aussi bien dans le domaine économique que politique.

## Planifier au profit des masses

### CAMARADES TRAVAILLEURS,

L'expérience a suffisamment démontré que la planification de l'économie, rendue possible par son étatisation, ne profite aux masses que dans la mesure où s'établit dès le début un rapport de développement équilibré et harmonieux entre l'industrie lourde, l'industrie légère et l'agriculture. La priorité indispensable à donner pour toute une période à l'industrie lourde ne doit pas devancer démesurément le développement parallèle de l'industrie légère et de l'agriculture, qui fournissent les matières premières à l'industrie lourde et approvisionnent les masses en produits alimentaires et en moyens de consommation.

D'autre part, seule une telle orientation du plan peut donner les bases matérielles et techniques nécessaires à la collectivisation progressive, volontaire et solide de l'économie agricole.

La révision dans ce sens des plans économiques s'impose actuellement partout, que ce soit en U.R.S.S., en Chine ou dans les Démocraties populaires.

Plus encore. Le déséquilibre fondamental de l'économie de ces pays auquel vient d'aboutir la gestion stalinienne, et ses conséquences sociales sur le plan des rapports des masses avec l'Etat ainsi qu'entre le prolétariat et la paysannerie, imposent actuellement une réforme profonde dans le sens de l'application pour toute une période d'une nouvelle politique économique audacieuse et souple, particulièrement dans l'agriculture. Une marche arrière dans le domaine de la col-

lectivisation administrative forcée peut s'avérer ici et là absolument nécessaire, parallèlement à une substantielle hausse des prix des produits agricoles achetés par l'Etat et à un développement puissant de l'industrie légère.

**La nécessité d'asseoir de nouveau sur une base matérielle et technique solide les rapports de la paysannerie avec l'Etat et son alliance avec le prolétariat se fait sentir partout impérieusement, y compris en U.R.S.S.**

Non moins importante est la nécessité de relever rapidement le niveau de vie des masses urbaines et leurs conditions de logement. Seul le développement substantiel de l'industrie légère, en interaction avec le développement parallèle de l'agriculture, peut porter dans ce domaine des remèdes. L'articulation des différents plans nationaux, selon une division du travail sur la base de l'ensemble des Etats ouvriers et de l'apport possible du reste du marché international, fournirait d'autre part le cadre plus général d'une planification saine.

Cependant la réorientation de la planification, avant tout au profit immédiat des masses productrices, est impossible sans leur association démocratique à son élaboration et à son exécution à tous les échelons. Ce qui pose déjà la question politique fondamentale d'un véritable pouvoir ouvrier, d'une véritable démocratie prolétarienne et socialiste.

## Droit d'existence de plusieurs partis ouvriers

### CAMARADES TRAVAILLEURS,

La IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE vous déclare que toutes les tentatives auxquelles se livrent actuellement les épigones de Staline pour « démocratiser » le régime bureaucratique ne seraient être qu'un leurre aussi longtemps qu'elles maintiendront le régime politique du Parti monolithique unique. En effet le mécanisme de la démocratie prolétarienne et socialiste est faussé à la base par l'existence d'un tel régime, qui ne fonctionne qu'au profit d'une bureaucratie pratiquement incontrôlable. Ni l'élection démocratique des comités à la base, dans les usines et les collectifs, ni la gestion économique à la base, des usines et des collectifs par ces comités, ni l'indépendance des syndicats par rapport à l'Etat, si importantes qu'elles soient, ne suffisent à assurer aux travailleurs le véritable contrôle et la véritable gestion de l'Etat et de l'économie.

Ces tâches sont de nature politique, effectivement assumées sur l'échelle nationale. Sans la possibilité d'une libre expression politique sur le plan national des différentes fractions de la population travailleuse, la démocratie politique est vidée de tout sens.

Seul le droit à la formation de plus d'un parti politique représentant les vues et les intérêts momentanés de telle ou telle fraction des masses, dans la voie de la construction du socialisme, peut assurer un fonctionnement effectif de la démocratie prolétarienne. Seule la pluralité des partis ouvriers peut donner un sens à l'existence des comités démocratiques, c'est-à-dire réellement représentatifs de tous les courants politiques du prolétariat et de la paysannerie, et aux élec-

tions pour un parlement ou un Conseil national suprême désignant à son tour un gouvernement véritablement responsable devant lui.

L'argument stalinien, qui n'est toujours pas renié, y compris par les dirigeants yougoslaves actuels, selon lequel la soi-disant disparition des classes dans un régime ouvrier après la victoire sur la bourgeoisie enlève la base objective à l'existence d'autres partis que le parti monolithique unique, ne résiste ni aux critères de la théorie ni aux enseignements de l'expérience.

Les classes et leurs couches diverses ne disparaissent qu'administrativement, juridiquement, avec la victoire politique du prolétariat, mais économiquement leurs racines subsistent pour toute une période. Leur disparition effective est liée au développement impétueux des forces productives atteignant l'abondance.

D'autre part, la construction du socialisme différencie sur de nouveaux problèmes économiques, sociaux et culturels et par de nouveaux antagonismes les masses aussi bien prolétariennes que paysannes. La société qui succède au capitalisme, loin d'être dès le début homogène, est pour toute une période — jusqu'à l'avènement du communisme — sérieusement différenciée.

Sans une démocratie pour les masses travailleuses plus ample que celle jamais connue sous le capitalisme, il est impossible d'assurer un développement harmonieux de la société issue de la victoire sur le capitalisme, qui ne soit au profit d'une seule couche privilégiée, bureaucratique et absolutiste.

Ce qui est arrivé effectivement avec l'U.R.S.S. et le régime stalinien.

Le parti monolithique unique est l'instrument de la domination politique d'une couche bureaucratique sur l'ensemble de la population travailleuse. Il est à rejeter totalement et sans hésita-

tion si on veut faire revivre et enrichir le contenu de la démocratie prolétarienne et socialiste du temps de Lénine et de Trotsky.

Dans le cadre d'un système de pluralité de partis tous défendant les bases économiques et sociales du régime issu de la victoire sur la bourgeoisie, le véritable Parti révolutionnaire a toute chance de rester le parti effectif de la majorité écrasante de la population travailleuse. Mais seuls le droit à la formation éventuelle d'autres partis et l'existence d'un véritable régime démocratique dans ses rangs peuvent donner la preuve effective de son caractère et de l'adhésion volontaire de la population à son drapeau.

**La suprématie du véritable Parti Révolutionnaire doit être un combat continu à gagner, dans le cadre d'une effective démocratie politique pour la classe et non pas un privilège à imposer arbitrairement et par la violence policière et bureaucratique.**

### CAMARADES TRAVAILLEURS,

Pour ces raisons la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE vous déclare qu'il ne peut pas y avoir une véritable instauration de la démocratie prolétarienne en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers aussi longtemps que le droit à la pluralité de partis ouvriers ne sera pas reconnu, ainsi que le droit aux tendances idéologiques au sein du parti se réclamant du marxisme-léninisme.

*Si importantes que soient les éventuelles réformes démocratiques auxquelles se verraient acculées sous la pression montante des masses les directions actuelles des Etats ouvriers, elles n'altéreront fondamentalement pas le régime bureaucratique tant que le système du parti monolithique unique sera maintenu.*

### CAMARADES TRAVAILLEURS,

Les conditions qui prévalent actuellement dans le monde sont éminemment favorables aussi bien à l'instauration de la véritable démocratie socialiste dans les pays ouvriers qu'à un essor révolutionnaire général. En réalité les conditions sont telles, du point de vue objectif et subjectif, que nous sommes au début d'un gigantesque épanouissement des germes semés par la Grande Révolution d'Octobre. L'action, la pensée, les réalisations prolétariennes et socialistes connaîtront un essor insoupçonné.

L'humanité possède actuellement de nouvelles forces productives formidables qui s'appellent l'énergie atomique et l'automatisme. Leur utilisation en masse fera pâlir tous les progrès du passé et transformera la vie sur notre planète.

Ces forces, appartenant par nature au socialisme, ne pourront être utilisées en grand et sans conséquences sociales désastreuses que par le socialisme. Quand les Etats ouvriers les emploieront sur une vaste échelle, ils acquerront une avance décisive par rapport au capitalisme, y compris sur le terrain économique, qui assurera définitivement la supériorité du socialisme.

Entre temps, le rapport de forces global sur l'échelle internationale entre le capitalisme et la Révolution évolue favorablement pour celle-ci. Les échecs subis par l'impérialisme depuis la dernière guerre plus particulièrement contre la Révolution coloniale montante le démontrent de manière éclatante. Même son recours à la guerre générale, qui n'est toujours pas exclu, ne pourra plus renverser cette situation. Dans un tel cas également, l'impérialisme serait battu par le sursaut général des forces des Etats ouvriers, de la révolution coloniale, du mouvement ouvrier métropolitain.

En réalité, seuls l'opportunisme, la couardise, les trahisons des directions bureaucratiques traditionnelles du prolétariat, de la social-démocratie et du stalinisme, gaspillent les chances révolutionnaires énormes et freinent l'essor impétueux possible des forces révolutionnaires dans tous les (Suite page 8.)

# Vive la Révolution politique !

(Suite de la page 7)

domaines. De ce point de vue, il est vrai par exemple que dans le processus de la *nouvelle révolution*, de la *révolution politique* entamée actuellement dans les Etats ouvriers, des dangers peuvent surgir par la réactivation des éléments non éliminés des anciennes classes dépossédées dans ces pays, par l'exaspération de couches arriérées de la paysannerie et même du prolétariat, due avant tout aux excès et à la faillite du régime stalinien, et par la jonction de ces forces avec celle de l'impérialisme.

Les événements récents de Hongrie ont donné à ce propos un avertissement aussi significatif qu'alarmant.

Le principal danger dans ce domaine provient du fait que les Partis communistes de ces pays, transformés en instruments dociles de la bureaucratie régnante, se sont aliéné toute sympathie des masses et ont perdu tout contact avec elles.

Le système du parti monolithique unique, érigé en régime policier et absolutiste, a détruit d'autre part toute autre alternative politique prolétarienne légale pour les masses, il les a privées

## CAMARADES TRAVAILLEURS de l'U.R.S.S., de la Chine, de la Yougoslavie, de la Pologne, de la Hongrie, de l'Allemagne orientale et des autres Démocraties populaires

Face aux tentatives des directions et des hommes complices de Staline, tous éduqués à son école, de « réformer », de « démocratiser », de replâtrer, de sauver en réalité *in extremis* le régime politique bureaucratique et policier des Etats ouvriers érigé sous la gestion stalinienne, la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE qui n'a jamais pactisé avec Staline, tout en luttant pour la défense inconditionnelle des Etats ouvriers contre l'impérialisme et la réaction indigène,

### VOUS APPELLE A LUTTER POUR

- la légalisation de tous les courants politiques prolétariens, et par conséquent des sections de la IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE dans vos pays;
- leur droit à entretenir des rapports de collaboration avec les organisations prolétariennes de l'extérieur, selon leurs affinités idéologiques, et sans une immixtion quelconque de l'Etat;
- le droit aux tendances idéologiques au sein du Parti se réclamant du marxisme-léninisme;
- l'indépendance stricte des partis et des syndicats par rapport à l'Etat ouvrier;
- la constitution de comités démocratiquement élus par tous les courants politiques prolétariens dans les usines, les collectifs, les quartiers, les villages;
- des élections libres, sur la base d'un tel système de démocratie politique prolétarienne et socialiste, pour un Parlement ou un Conseil National Suprême qui désigne à son tour le gouverne-

## CAMARADES TRAVAILLEURS DE POLOGNE, CAMARADES MEMBRES DU PARTI OUVRIER UNIFIE

La IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE salue les résultats magnifiques, d'importance historique, de votre action courageuse, intrépide pour la démocratie prolétarienne et socialiste dans votre pays!

Elle vous appelle à poursuivre votre action jusqu'à sa conclusion radicale, la remise effective de la gestion de l'Etat et de l'économie aux travailleurs polonais.

Elle vous appelle à exiger:

- la légalisation de tous les courants poli-

de toute autre direction prolétarienne organisée légale.

Pour conjurer ce danger également, il n'y a actuellement qu'un remède: *légaliser sans tarder tous les courants politiques prolétariens.*

**D'AUTRE PART, SEUL LE RENFORCEMENT DE LA DEMOCRATIE POLITIQUE PROLETARIENNE PEUT CONTREBALANCER EFFICACEMENT LES FORCES NEO-CAPITALISTES QUI NE MANQUERAIENT DE SURGIR D'UNE REORIENTATION, RENDUE MAINTENANT NECESSAIRE, DE L'ECONOMIE, DE L'AGRICULTURE EN PARTICULIER.**

Sinon on risquerait de voir cette réorientation économique accompagnée d'une nouvelle forme de régime bonapartiste. Un tel régime, même plus souple, plus indépendant du Kremlin, plus « national », ne saurait manquer de s'appuyer fondamentalement sur la bureaucratie étatique et sur la police, et non sur la démocratie politique prolétarienne, *seule base possible pour un développement sain et harmonieux du socialisme international.*

- l'élaboration et l'application du plan économique par les masses, pour les masses;
- l'élimination des privilèges de toute sorte de la bureaucratie, et le retour à une rémunération égalitaire, selon le travail fourni par chacun;
- l'épuration de l'administration de l'Etat et de l'économie des éléments bureaucratiques, coupables des crimes et des abus contre les masses, et leur juste châtiement par les tribunaux populaires;
- la révision des procès et des condamnations prononcées contre les victimes prolétariennes de la terreur stalinienne, et leur réhabilitation solennelle;
- l'abolition de toutes les lois réactionnaires frappant plus particulièrement la femme en matière de divorce et de maternité volontaire;
- l'indépendance des organisations politiques de la jeunesse, aussi bien par rapport à l'Etat que par rapport aux organisations politiques adultes;
- la création absolument libre dans la littérature et les arts; la liberté absolue dans la recherche et la discussion dans les sciences;
- le retour à une véritable politique extérieure révolutionnaire et internationaliste.

tiques prolétariens, et par conséquent de la section polonaise de la IV<sup>e</sup> Internationale;

- la libre publication et diffusion de leur littérature, et par conséquent des œuvres de L. Trotsky et la presse de la IV<sup>e</sup> Internationale;
- l'instauration du droit aux tendances idéologiques au sein du Parti Ouvrier Unifié.

Votre victoire totale sur la bureaucratie

soviétique et ses alliés indigènes ne pourra être assurée qu'à ces conditions.

## CAMARADES TRAVAILLEURS DE HONGRIE,

Malgré la faillite lamentable aussi bien sur le plan économique que politique de la gestion de vos dirigeants inféodés au Kremlin; malgré leur incompréhension bureaucratique obstinée, jusqu'à la dernière minute, de vos revendications, de vos aspirations profondes, vous avez héroïquement lutté non pour le retour au régime social féodo-capitaliste ancien, mais pour une Hongrie socialiste, indépendante et libre, alliée sur un pied d'égalité aux autres Etats ouvriers.

La IV<sup>e</sup> Internationale salue votre victoire éclatante remportée sur la bureaucratie soviétique et ses agents indigènes. Elle vous appelle à assurer également cette victoire sur les forces sociales indigènes hostiles au socialisme qui, maintenant, veulent profiter du vide politique créé par l'écroulement du régime stalinien, afin de restaurer le capitalisme.

Une phase de votre Révolution politique est close; une autre commence.

**Maintenez vos Comités dans les usines, les quartiers, les villages!**

**Exigez que tout le pouvoir soit remis aux Comités démocratiques des travailleurs!**

**Exigez la légalisation des partis se réclamant du socialisme! Opposez-vous à la reconstitution des partis des anciens maîtres féodo-capitalistes du pays!**

## CAMARADES MEMBRES DES PARTIS COMMUNISTES DES PAYS CAPITALISTES ET DEPENDANTS,

La IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE vous appelle à vous débarrasser des hommes de Staline, responsables de la dégénérescence opportuniste et bureaucratique de vos organisations.

Aucune confiance n'est possible dans les hommes enfoncés dans les crimes, les mensonges, les trahisons de Staline! Aucun renouveau n'est concevable avec essentiellement les mêmes équipes et les hommes de la période stalinienne!

- Pour le retour à la véritable politique révolutionnaire de Lénine; contre toute forme de collaboration de classe; contre l'opportunisme néo-réformiste des « voies nouvelles au socialisme », de la marche au socialisme soi-disant par la voie des parlements bourgeois!
- Pour l'Internationale Communiste, Parti mondial démocratique-centraliste; contre la soi-disant autonomie « nationale » de chaque parti que préchent maintenant des hommes qui furent soit les instruments, soit même ensuite les victimes de l'Internationale stalinienne dominée par le Kremlin. La plus haute forme de conscience et d'efficacité aussi bien dans la lutte contre l'impérialisme que contre la bureaucratie « étrangère » ou « nationale » reste plus que jamais la fusion sur un pied d'égalité des partis nationaux du prolétariat dans une Association internationale révolutionnaire!

**VIVE L'IMMORTELLE REVOLUTION D'OCTOBRE!**

**VIVE L'U.R.S.S. ET LES AUTRES PAYS OUVRIERS!**

**VIVE LEUR ALLIANCE SUR UN PIED D'EGALITE!**

1<sup>er</sup> Novembre 1956.

LE COMITE EXECUTIF INTERNATIONAL DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE.

# L'arrière-fonds de la révolution politique polonaise et hongroise

**E**N Pologne et en Hongrie les masses se sont révoltées contre le régime bureaucratique des dirigeants inféodés au Kremlin, qui s'appuyaient sur la présence des troupes soviétiques. Il s'agit là d'un cas classique de Révolution politique qui a mis en branle toutes les couches de la population.

En Pologne, grâce à l'existence de sérieuses traditions révolutionnaires prolétariennes, et au reclassement intervenu à temps dans le Parti Ouvrier Unifié, autour de la personne de Gomulka, la Révolution a pu se canaliser jusqu'ici dans la voie d'une réforme — certes profonde, révolutionnaire — du régime politique, et non d'un changement social des rapports de propriété.

En Hongrie, l'absence de ces deux conditions a joué jusqu'à maintenant en faveur d'un vide politique immense, qui crée un réel danger de voir les forces réactionnaires réveillées en profiter pour opérer un changement social.

En Pologne, le Parti Ouvrier Unifié, couverture du Parti Communiste, est en voie de transmutation. L'ancien appareil stalinien est brisé, épuré, et sous le feu de l'action révolutionnaire des masses un nouveau Parti se forge en réalité. Il s'agit certes d'un Parti centriste de gauche mais pour qui tous les espoirs sont encore permis.

En Hongrie, le minuscule noyau des cadres stalinien dans lequel se résu-rait le Parti Communiste Hongrois au lendemain de la guerre, apparaît aussi coupé des masses qu'à cette époque, et plus discrédité que jamais. Le Parti Communiste Hongrois a vécu. Le problème de la construction d'un nouveau Parti Communiste de masse est d'ores et déjà posé.

Les événements de Pologne aussi bien que de Hongrie dressent le bilan le plus accablant de la gestion stalinienne.

Après plus de dix ans de « construction du socialisme », les dirigeants stalinien en place ont réussi cet exploit fantastique : dresser toutes les masses de la population contre leur pouvoir politique, dans une lutte d'une rare exaspération et de haine.

Les idolâtres passés ou récents du stalinisme qui lui pardonnaient nombre de crimes en évoquant son « efficacité » dans la « construction » matérielle du « socialisme », peuvent mesurer maintenant l'ampleur de leur crétinisme : il n'y a pas de « construction du socialisme » qui puisse se mesurer par les seuls chiffres de la production industrielle lourde, en sacrifiant l'élevation substantielle et continue du niveau de vie des masses, et en les écartant bureaucrotiquement de la gestion de l'Etat et de l'économie. Les rapports des masses avec l'Etat, et les rapports entre elles, en particulier entre le prolétariat et la paysannerie sont la seule mesure valable d'une véritable « construction du socialisme ». Si ces rapports se trouvent détériorés, c'est le signe infaillible que la « voie du socialisme » ancienne ou « nouvelle » est fautive.

..

Les causes immédiates des événements de Pologne et de Hongrie doivent être recherchées dans le climat du « dégel » produit en Union soviétique, plus particulièrement depuis le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. Les événements de Pologne à leur tour ont été un élément catalyseur de l'explosion hongroise. Mais il faut rechercher les causes les plus profondes qui expliquent l'aspect concret pris par la révolution politique dans ces pays, et les problèmes posés dans les origines du régime de ces pays et ce que fut ensuite leur gestion stalinienne.

Comme dans les autres « Démocraties Populaires » européennes - à l'exception de la Yougoslavie - en Pologne et en Hongrie les anciens rapports de propriété féodo-capitalistes, furent transformés non grâce à l'action révolutionnaire des masses, mais grâce à l'action militaro-bureaucratique du Kremlin. C'est l'occupation de ces pays par l'armée soviétique qui a introduit et protégé ensuite la « Révolution ». L'action fut menée d'en-haut et imposée aux masses, y compris aux masses du prolétariat et de la paysannerie.

C'est déjà là un moyen de discréditer les changements révolutionnaires opérés.

La politique nationale et économique de la bureaucratie soviétique n'a fait qu'aggraver la méfiance sinon l'hostilité des grandes masses de ces pays envers le nouveau régime.

Le Kremlin a procédé à la construction et ensuite à la gestion du « glacis » européen en fonction des intérêts propres de la bureaucratie soviétique, et non par amour de la « révolution » ou de l'internationalisme prolétarien.

Sur le plan national, il a bouleversé de fond en comble la structure de ces pays en procédant à des transferts arbitraires de populations entières, et en fixant de nouvelles frontières.

Ainsi l'U.R.S.S. occupa après cette guerre tous les territoires polonais s'étendant à l'est de la ligne Curzon, soit 181.000 kms carrés avec 12,5 millions d'habitants, soit 46,4 % de la superficie totale de la Pologne de 1939.

Plus de 4 millions de Polonais qui se trouvaient à l'est de la ligne Curzon furent refoulés en Pologne. En échange, la Pologne reçut des territoires importants appartenant à l'Allemagne.

La Hongrie d'autre part fut ramenée dans ses frontières du Traité de Trianon, perdant des territoires à l'est au profit de la Roumanie (elle-même ayant cédé des territoires à l'U.R.S.S.).

Incités par le Kremlin, les Hongrois expulsaient les quelques 470.000 Allemands qui se trouvaient établis en Hongrie depuis des siècles, tandis que

les Slovaques procédaient à des expulsions de quelques 650.000 Hongrois établis dans le sud de la Slovaquie.

Ce ne sont là que quelques exemples du bouleversement national opéré par le Kremlin dans le « glacis » au lendemain de la guerre, ce qui n'a pas manqué de laisser une amertume et une hostilité indélébiles dans le cœur de millions d'hommes arbitrairement déracinés.

Sur le plan économique la politique de la bureaucratie soviétique envers les « Démocraties Populaires » a revêtu des formes de pillage et d'exploitation. Restitutions, réparations, sociétés mixtes, conditions de commerce défavorables ont fini par drainer une grande partie de leur patrimoine, leurs ressources, leur production, déséquilibrant leur économie et abaissant le niveau de vie des masses. A titre de restitutions de biens appartenant à l'U.R.S.S. enlevés par la Hongrie pendant la guerre, ce pays qui avait perdu tout son trésor-or, 35 % de sa capacité de production industrielle, 50 % de son bétail, fut condamné à « restituer » 50 millions de dollars à l'U.R.S.S. En plus, à titre de réparations, la Hongrie devait payer 300 millions de dollars-or aux « Alliés », dont 200 millions à l'U.R.S.S.

Le paiement devant se faire en produits industriels et agricoles, sur une durée de huit années, il en résultait que, pour toute une période immédiatement après la guerre la Hongrie produisait en vue d'exportations gratuites en direction de l'U.R.S.S. Une autre forme de pillage, aussi bien de la Hongrie que de la Pologne et des « Démocraties Populaires », fut incontestablement le démantèlement de plusieurs entreprises industrielles de ces pays, qui figuraient au lendemain de la guerre en tant que « propriété allemande ».

L'U.R.S.S. usant de son droit de « prélèvement sur le fond allemand à l'étranger » à titre de réparation a démantelé des entreprises industrielles de Hongrie pour l'équivalent de 200 millions de dollars.

25 à 30 % de l'outillage industriel des provinces allemandes cédées à la Pologne furent également « prélevés ». La création des sociétés mixtes, les conditions et l'orientation du commerce entre l'U.R.S.S. et ces pays, furent d'autres moyens d'exploitation économique incontestable de ces pays par la bureaucratie soviétique. Tous ces procédés ont désaxé leur économie et baissé le niveau de vie des masses. Nous renvoyons ceux qui s'intéresseraient à cet aspect de la question à la documentation donnée à ce propos par les Yougoslaves et plus spécialement au livre de M. Dediger : « Tito parle » (chapitre 17) et à la brochure de M. Popovitch : « Les rapports économiques entre Etats socialistes ».

Aujourd'hui encore, l'U.R.S.S. achète le charbon polonais à un prix que les Polonais considèrent comme scandaleusement bas par rapport aux prix de produits soviétiques qu'ils reçoivent. Les Hongrois formulent les mêmes plaintes en ce qui concerne leur bauxite, et surtout leur uranium.

L'exploitation économique du « glacis » européen par la bureaucratie soviétique, jointe à la fausse orientation économique des régimes indigènes inféodés au Kremlin expliquent pourquoi, malgré l'accroissement considérable du secteur industriel de ces pays, surtout de l'industrie lourde, leur économie se trouve déséquilibrée et le niveau de vie des masses incroyablement abaissé.

En orientant les plans vers la construction d'un socialisme national, autarcique, les régimes stalinien de ces pays ont aggravé davantage le fardeau qui pesait sur l'économie et sur les masses. En négligeant le développement harmonieux de l'économie, par le renforcement de l'industrie légère et de l'agriculture, ils ont, à la fois mécontenté les ouvriers et miné les bases d'une collectivisation de l'économie agricole volontaire et solide. Les paysans trouvaient les prix industriels très élevés, surtout par rapport aux prix auxquels l'Etat achetait leurs produits, et le marché des villes dépourvu de produits industriels de consommation courante. D'autre part l'Etat était incapable d'aider les coopératives en engrais et machines. D'où manque à la fois des bases matérielles et techniques pour la collectivisation. L'Etat voulait suppléer à toutes ces carences et lacunes, par la force bureaucratique et policière. Ce qui a fini par compléter sa rupture avec les masses. Ces dernières, si elles se trouvent démocratiquement associées à la gestion de l'Etat et de l'économie, elles sont capables d'affronter pour toute une période les difficultés économiques. Mais si par contre elles se sentent bureaucratiquement administrées et sous la férule policière, alors elles se désintéressent de la production, ne pensent qu'à se « débrouiller » individuellement en attendant de se révolter.

Aussi bien en Hongrie qu'en Pologne, et dans les autres « Démocraties Populaires », la bureaucratie soviétique, après un intermède de régime politique forme « Front Populaire » qui a duré du lendemain de la guerre jusqu'au début de la « guerre froide », a passé au régime du Parti monolithique unique. Un tel régime a fini par achever la rupture des masses avec la soi-disant direction représentée par le Parti. Les masses savaient que les élections donnant 99,9 % aux « listes uniques » représentaient une escroquerie révoltante ; que des Parlements « élus » de telle manière n'avaient aucun pouvoir, que les syndicats, ayant abandonné leur but primordial qui est de défendre le niveau de vie des masses, étaient devenus des appareils bureaucratiques visant à extorquer le maximum de productivité et de « discipliner » les ouvriers dans le travail.

La banqueroute économique et politique du régime était ainsi complète, déjà longtemps avant la mort de Staline. Le terreur que celui-ci a fait régner, à la

1<sup>er</sup> Novembre 1956.

Michel PABLO.  
(Suite page 10.)

# La révolution politique

**A** Varsovie, pour la première fois de l'histoire polonaise, l'action directe des travailleurs a imposé la légalité nouvelle, les solutions politiques audacieuses consciemment adoptées par la classe ouvrière. La Pologne entre dans l'ère de la démocratie prolétarienne.

A Budapest, et dans toute la Hongrie, les vœux populaires. « La contre-révolution est elle, les germes de pouvoir soviétique, nés dans la lutte des derniers jours; avec elle aussi, la confiance de milliers de prolétaires dans l'avenir socialiste. L'ordre bureaucratique règne; le communisme a reculé d'autant!

Les événements de Hongrie coïncident avec la guerre du Moyen-Orient. Comme eux, ils comportent de graves menaces de guerre. Devant la puissance sans cesse croissante du mouvement révolutionnaire des masses, l'impérialisme et les directions bureaucratiques réagissent par un identique recours à la violence, malgré l'opposition fondamentale de leurs intérêts. Nous entrons plus avant dans la période de la révolution mondiale. Aussi importe-t-il de tirer au plus vite les leçons des combats politiques menés en Europe Orientale; de leur analyse correcte dépend, dans une large mesure, la stratégie des luttes de classes internationales pour la période à venir.

Pour les trotskistes, le soulèvement des masses comme la riposte des bureaucrates sont les étapes d'un processus de *révolution politique*; les travailleurs entrent en lutte contre le système étouffant dont elles sont les victimes les plus directes; leur lutte vise à éliminer radicalement toutes les tares bureaucratiques de l'Etat et de l'appareil économique et, par là même, à renforcer les nouveaux rapports de propriété.

Il est toutefois impossible de se borner à cette constatation; il faut encore répondre à une série de questions plus précises: quelles ont été, dans ces mouvements, les positions respectives des forces politiques en présence? Quels étaient les objectifs des combattants? Qui a dirigé le mouvement? Quelles perspectives s'ouvrent devant lui? C'est là que devient indispensable une exacte référence aux faits, que veulent minimiser ou cacher les falsificateurs de « l'Humanité ».

## LA VICTOIRE DES TRAVAILLEURS POLONAIS

En Pologne, c'est à Poznan qu'a débuté le mouvement des travailleurs. La lutte violente des insurgés polonais a donné l'impulsion à toutes les forces désireuses d'en finir avec la gestion bureaucratique, sans remettre en cause les bases sociales du régime. La banqueroute du stalinisme polonais fortifia les opposants: le contrôle bureaucratique sur la presse fut levé, des cercles communistes discutèrent les principes d'une politique nouvelle, les travailleurs relevèrent la tête et formulèrent leurs critiques. En même temps, au sein du Parti Ouvrier, la fraction animée par Rokossovski voyait son influence diminuer, au fur et à mesure que se durcissaient ses positions. Autour de Gomulka

blindés soviétiques ont noyé dans le sang le mouvement « écrasé », proclame *La Pravda*. Certes! Et, avec

se constituait une fraction, politiquement et organisationnellement claire. Ses objectifs étaient nets: élimination sans compromis de toute l'ancienne direction, responsable des erreurs passées; appel aux masses pour pallier les énormes difficultés de l'heure.

Et ce fut le Comité Central du 20 octobre! Cette réunion fut placée sous le signe de l'intervention des travailleurs. Au fur et à mesure que se déroulaient les discussions, les étudiants et les ouvriers manifestaient dans les rues; les usines étaient occupées en permanence; délégations et messages arrivaient au Comité Central. Dans chaque entreprise et chaque quartier, une seule revendication: Gomulka au pouvoir. Et ce mot d'ordre avait un contenu précis, qu'il est facile de retrouver dans le rapport de Gomulka. Dans ces journées, tout rappelait l'atmosphère classique des révolutions, l'atmosphère d'octobre 1917. Nul doute que ce soit en raison de cette mobilisation de masse, sous la direction d'une fraction communiste suffisamment consciente pour poser les problèmes essentiels, que l'intervention soviétique ait échoué. Car il est une chose que voudraient faire oublier certains, c'est que la direction de l'U.R.S.S. a cherché à stopper brutalement le processus de démocratisation de la Pologne. Les calomnies de *la Pravda*, le voyage des principaux dirigeants à Varsovie, les mouvements de troupes soviétiques en Pologne: autant de tentatives qui échouèrent devant la volonté résolue du prolétariat polonais et de ses dirigeants.

## NAISSANCE DE L'INSURRECTION HONGROISE

En Hongrie, les premières étapes du mouvement furent identiques à celles de la Pologne: une semblable faille de la politique économique du Gouvernement, une même agitation dans les milieux intellectuels au premier rang desquels le cercle Petöfi joua un rôle d'avant-garde, en posant sans équivoque les problèmes soulevés aussi bien par les crimes de l'équipe Rakosi que les perspectives d'avenir. Parallèlement, un fort mouvement populaire se faisait autour de la personne d'Imre Nagy, partisan d'un changement d'orientation de la politique agraire et d'une extension de la démocratie.

Mais les événements suivirent un cours différent, qui aboutit à l'insurrection générale. Une fraction importante de la direction stalinienne, — comprenant, avec Geroë, les impératifs de la situation nouvelle, chercha à prévenir les revendications des masses. Elle tenta de prendre la tête du mouvement de « libération »: forte de l'accord passé avec Tito, elle pensait ainsi éviter « l'étape polonaise ». Ce maintien à la direction

d'une équipe de bureaucrates, profondément marqués par leur passé d'erreurs et de crimes, intimement liés aux sommets de l'U.R.S.S. fut à l'origine des batailles sanglantes. Selon le témoignage du correspondant de *l'Avanti*, les manifestants qui marchèrent sur le Parlement, le 23 octobre, voulaient seulement assurer, par leur mobilisation, la venue au pouvoir de Nagy. Geroë leur refusa toute concession, les menaçait et finalement se résolut à les disperser par la force. Et ce fut l'appel à l'armée russe. L'action provocatrice des bureaucrates hongrois se compléta par l'intervention odieuse des bureaucrates soviétiques. L'une comme l'autre était inspirée par la terreur de voir disparaître sous la pression des masses la stabilité des privilèges acquis aux dépens des masses.

## QUI ETAIENT LES INSURGÉS?

A partir de ce moment, la lutte ne cessa jamais complètement jusqu'à la deuxième intervention soviétique. La presse russe et *l'Humanité*, sa fidèle transcription, ne cessèrent non plus de dépeindre les insurgés comme les combattants de la contre-révolution. Cette affirmation reposait essentiellement sur trois faits: la puissance du sentiment anti-soviétique, le caractère de certains mots d'ordre et de certaines mesures des gouvernements Nagy, l'activité croissante d'éléments réactionnaires dans le pays.

Il faut reprendre ces faits et les expliquer complètement; mais, auparavant, il faut indiquer nettement que, quelle que soit son orientation et son caractère, *l'insurrection était, dans sa large masse, le fait des ouvriers et des paysans hongrois*.

« Les jeunes ont prouvé au cours des combats qu'ils ne s'en prenaient pas au pouvoir populaire, qu'ils n'étaient ni des fascistes, ni des contre-révolutionnaires, ni des pillards » peut-on lire dans le *Szabad Nep* du 29 octobre. Sans doute les Y. Moreau et les Servin recuseront-ils le témoignage des communistes hongrois. Qu'ils se réfèrent aux communiqués des agences de presse qu'ils aiment à citer lorsqu'ils y trouvent avantage pour leur thèse! Ils parviendront à plus de clarté et pourront alors constater que, le 30 octobre, dans les villes de Gyöer, Szeged, Kecksemet, Dunap-Entels, Aszerksard, Veszprem, les conseils ouvriers étaient à la tête de mouvements et qu'ils se prononçaient pour le soutien du gouvernement Nagy.

## LE CONTENU DE L'INDEPENDANCE NATIONALE.

Pourquoi continuer la lutte armée, dans de telles conditions?

A cause de la présence des troupes soviétiques. Ceux qui ont si souvent justifié leur abandon des principes de classe par une référence à la nécessité de l'indépendance nationale ont oublié tout leur attirail traditionnel en cette occasion. Pour les masses hongroises, la présence des troupes soviétiques, c'était le symbole des dures années passées, de l'oppression bureaucratique

## L'arrière-fonds de la révolution politique polonaise et hongroise

(Suite de la page 9)

suite de l'affaire yougoslave, dans les rangs de ses propres appareils de ces pays, parmi des stalinien fidèles à la Rajk, Kostov, Slansky et autres, a fini par démoraliser les stalinien eux-mêmes. L'armée soviétique et la police politique, appendice du Guépéou soviétique, protégeaient les régimes « socialistes » stalinien. Les masses le savaient fort bien, et c'est pour cette raison aussi qu'elles ont voué une haine implacable à ces forces, synonymes de l'oppression nationale et politique.

Nous assistons actuellement à la phase finale de la crise du stalinisme, au moins dans les « Démocraties Populaires » et dans les partis communistes des pays capitalistes et dépendants.

Nous en verrons bientôt les répercussions en U.R.S.S. même.

Dans ce processus catastrophique pour le stalinisme et avant qu'émerge une reconstruction démocratique et révolutionnaire du mouvement communiste international, qui renoue avec les idées et le programme du léninisme et de la IV<sup>e</sup> Internationale, il y aura nécessairement une période intermédiaire de confusion centrisme et de désarroi, de recul par endroits, de dégâts même.

Tout cela est rendu inévitable par la gestion criminelle du stalinisme et par le fait que son terrorisme a détruit toute alternative révolutionnaire légale ayant un caractère de masse. Les forces réactionnaires en profitent pour orienter la révolution politique des masses contre la bureaucratie, dans la voie de la contre-révolution sociale.

Mais ces tentatives n'auront pas le dessus. Le rapport des forces reste favorable à un dépassement progressif de la crise catastrophique du stalinisme, dans le sens de la renaissance de la démocratie prolétarienne et du socialisme, enrichis par toute l'expérience du stalinisme, aussi riche qu'amère.

# en Pologne, en Hongrie

qu'elles avaient aidé, des procès odieux; c'était, plus encore, le symbole de la répression sanglante commencée le 23 octobre. Demander le départ des troupes soviétiques, la gestion libre des richesses naturelles, au premier rang desquelles figurent les mines d'uranium, l'égalité dans les rapports commerciaux, c'était secouer le carcan bureaucratique — rien de plus.

## CHAUVINISME, REACTION ET CONCESSIONS

Mais les événements n'en sont pas restés là; et chaque jour Nagy effectuait de nouvelles concessions, tant dans le domaine diplomatique que dans le domaine de la politique intérieure. Neutralité hongroise, retrait des syndicats de la F. S. M., alliance avec les agrariens, tolérance de formations réactionnaires, libération du cardinal Midzenky; toutes ces mesures, qui amenaient un remaniement constant du gouvernement, auquel accédaient des partis paysans, des représentants de l'armée, constituaient un recul par rapport à l'état antérieur du pays. C'est indéniable. Mais il faut, là encore, chercher les responsabilités. Chaque heure de retard dans l'évacuation des troupes soviétiques et la satisfaction des justes revendications des insurgés accroissait l'instabilité et la confusion renforçait le nationalisme des combattants. D'autre part, la majorité de la population hongroise, tenue volontairement à l'écart de la gestion du pays, éduquée par la seule gymnastique verbale du stalinisme pouvait elle, sans direction consciente, trouver sans délai la voie juste dans la lutte contre la bureaucratie?

Comment s'étonner, qu'après une telle accumulation de bureaucratisme, ses réactions soient d'une violence inouïe? Pourquoi être surpris de son accueil à Midzenky, alors que c'est le régime des Rakosi et Geroë qui avait de ce dernier un héros, en lui faisant, par un procès grossièrement falsifié, l'honneur d'être victime au même titre que le communiste Rajk?

Les premières concessions du gouvernement Nagy, quelques dures qu'elles pussent être, n'étaient que le prix qu'il fallait payer pour dix années de vandalisme bureaucratique.

## ACTIONS CRIMINELLES!

Quelques heures avant l'entrée des nouvelles troupes russes, la situation hongroise était lourde de dangers contre-révolutionnaires. Mais elle n'était pas désespérée; les bandes fascistes, dont on a tant parlé, existaient; mais, elles ne pouvaient prétendre diriger le pays. L'appareil d'Etat avait volé en éclat; la police politique était dissoute et ses principaux chefs, dont les deux Farkas avaient chèrement payé leurs crimes con-

tre la classe ouvrière, que ne pouvaient masquer leur appartenance au Parti des Travailleurs. La garde nationale, récemment constituée, représentait l'insurrection armée; elle en avait les contradictions. En dernière analyse, le seul espoir pour le gouvernement Nagy de se maintenir en écrasant la réaction renaissante, c'était de renforcer et de développer les conseils ouvriers. Seul un réseau organisé de comités populaires réellement agissants pouvait constituer une force suffisante pour reconstituer, sur des bases nouvelles, un Etat qui, en faisant les concessions nécessaires, aurait maintenu l'acquis essentiel du régime: la propriété collective des industries. Telle était la voie du réalisme; telle était la méthode authentiquement léniniste, qui aurait tenu compte à la fois de l'actuelle mobilisation ouvrière et de l'hostilité permanente des travailleurs au retour des anciens exploités. Pour l'appliquer, il fallait se baser sur une organisation. Le Parti Communiste, formé à l'école de Staline et de Rakosi, s'était effondré, incapable de répondre aux exigences de la situation. C'est pour cela que Kadar et Nagy voulaient former un nouveau parti. Le vrai problème était, en fait, de créer une organisation qui traduise, dans le domaine théorique et politique, la montée nouvelle des masses.

L'U.R.S.S. a délibérément ignoré ces problèmes. Avec le cynisme répugnant du bureaucrate sûr de sa force matérielle, la direction russe a pratiqué la politique de la table rase. Nul ne peut fixer à l'heure actuelle de perspectives de développement. On peut seulement affirmer que le gouvernement Kadar, instauré dans le sang et les larmes, peut subsister avec l'appui des Russes. Mais une barrière de cadavres maintenant de l'ensemble du peuple hongrois.

La bureaucratie soviétique vient de démontrer que sa dénonciation des crimes de Staline était purement imposée par les circonstances. C'est le stalinisme qui est responsable de la gestion bureaucratique et de la crise de la Hongrie; c'est le stalinisme qui a provoqué l'insurrection sanglante de Budapest; c'est le stalinisme qui porte la responsabilité de la criminelle intervention contre le peuple hongrois.

## POUR UN VÉRITABLE RETOUR A LENINE!

Pologne et Hongrie! Deux expériences où se résument les problèmes de l'heure. Si l'importance de la situation dans ce pays impose que l'on accorde une large place à la Hongrie, il ne faut pas, pour autant, négliger l'exemple polonais. La victoire de Gomulka a montré qu'à l'étape actuelle, seule une lutte acharnée contre les dirigeants stalinien, dont la ligue réactionnaire met

en danger le mouvement ouvrier des pays où ils sont majoritaires, seul un programme clair peut permettre d'aborder une telle tâche. Gomulka a formulé dans son discours les éléments d'un tel programme. Son adoption par la majorité du C.C. a permis la transformation politique et ensuite organisationnelle du Parti Ouvrier Polonais.

C'est là la voie à suivre. Eliminer les directions bureaucratiques en luttant pour un programme de classe; l'accomplissement de cette tâche permettra la solution des problèmes révolutionnaires qui se posent dans tous les pays.

J. ROBLIN.

## Les « Cahiers du Communisme » en flagrant délit

La Rédaction de la Revue « Quatrième Internationale » a adressé à la Rédaction des « Cahiers du Communisme », organe théorique du Parti Communiste Français, une lettre dont voici les passages essentiels:

Dans le numéro d'août-septembre 1956 des « Cahiers du Communisme », vous publiez les notes dictées par Lénine en décembre 1922 et janvier 1923, y compris la « Lettre au Congrès » connue sous le nom de « testament de Lénine ». La traduction de ces documents a été faite sur le texte russe publié dans le numéro 9 (de juin 1956) du « Kommunist », organe théorique du C. C. du P. C. de l'Union soviétique.

Page 939 vous attribuez à Lénine la phrase suivante:

« Personnellement, il (Trotsky) est peut-être l'homme le plus capable dans le présent Comité Central... » (Souligné par nous).

Le texte russe (page 17 du « Kommunist ») comporte le mot: pojaly, qui ne veut pas dire « peut-être », mais: certes, certainement, vraiment. La traduction correcte est donc:

« Personnellement il est certes l'homme le plus capable du présent C. C. ».

D'autre part, évoquant l'attitude de Zinoviev et Kamenev avant l'insurrection d'octobre 1917, Lénine écrit dans ce document qu'il « peut aussi peu leur être imputé personnellement que le non-bolchevisme à Trotsky ». (Souligné par nous).

C'est la traduction littérale du texte russe, du mot nebolchevism (« Kommunist », page 17), et le sens est fort clair: l'opinion de Lénine était qu'il ne fallait pas tenir rigueur à Trotsky de son passé non bolchevique, c'est-à-dire du fait qu'il n'avait rejoint le parti bolchevik qu'en 1917...

Vous vous êtes permis de traduire « non bolchevisme » par l'expression: « l'esprit non bolchevique de Trotsky ». (Souligné par nous) Vous avez répété cette même erreur dans la traduction du texte de présentation des documents de Lénine, texte signé par l'Institut du marxisme-léninisme...

Pour apporter encore plus de clarté sur l'opinion de Lénine à l'égard de Trotsky à partir de 1917, voici deux autres textes qui, comme le « testament de Lénine », ont été tenus sous le boisseau du vivant de Staline.

A la réunion du Comité du parti de Petrograd du 1<sup>er</sup> (14) novembre 1917, au cours d'une discussion sur une unification avec les mencheviks soulevée par des tendances conciliatrices, Lénine déclara:

« Trotsky a dit depuis longtemps que l'unification est impossible. Trotsky l'a compris et, depuis lors, il n'y a pas eu de meilleur bolchevik que lui ».

Vous reproduisez (pages 947-952) les critiques de Lénine sur la politique envers les nationalités que pratiquaient Staline et Djerjinsky (une conduite de « grossier argousin grand russe », page 950). Sur ce même sujet, Lénine adressa à Trotsky le mot suivant:

« Estimé camarade Trotsky. Je vous demande instamment d'assumer vous-même la défense de l'affaire géorgienne au Comité Central du Parti. La chose est maintenant à l'étude entre les mains de Staline et de Djerjinsky, et je ne peux pas me fier à leur impartialité. En vérité c'est tout le contraire. Si vous consentiez de vous charger de cette défense, je serai tranquille. Si pour quelque raison, vous n'acceptez pas, veuillez me retourner le dossier. Je considérerai cela comme la marque de votre désaccord. Avec mes meilleurs saluts de camarade. LENINE.

## Le drame des communistes coloniaux

La lettre de démission d'Aimé Césaire ouvre un nouveau chapitre dans la crise du P.C.F. Aimé Césaire est le dirigeant incontesté du Parti Communiste Martiniquais en même temps que la figure la plus populaire des communistes de couleur. Son cas diffère sensiblement de ceux de Marty, Lecœur et Hervé tout en exprimant un fond commun: la faille du stalinisme.

La crise des coloniaux rattachés au P.C.F. ne commence pas avec cette lettre. Elle ne se limite pas aux communistes antillais. Le drame des communistes antillais est aussi celui des communistes d'Afrique Noire, des communistes nord-africains, des communistes malgaches.

Ce drame Césaire le dépeint en termes saisissants:

« J'y pense (à la Martinique) pour constater que le communisme (il eut mieux valu de préciser qu'il s'agit du stalinisme, à notre sens) a achevé de lui passer autour du cou le nœud coulant de l'assimilation; que le communisme a achevé de l'isoler dans le bassin caraïbe; qu'il a achevé de la plonger dans une manière de ghetto insulaire, qu'il a achevé de la couper des autres pays antillais dont l'expé-

rience pourrait lui être à la fois instructive et fructueuse (car ils ont les mêmes problèmes que nous et leur évolution démocratique est impétueuse); que le communisme enfin, a achevé de nous couper de l'Afrique Noire dont l'évolution se dessine désormais à contre-sens de la nôtre. (...)

La politique du P.C.F. et les directives de sa section coloniale, « ce parfait pendant du ministère de la rue Oudinot » selon Césaire, ont condamné les P.C. d'Afrique du Nord à un isolement non moins tragique. Discredités en tant que filiales d'une formation française, placés en marge ou à la queue du mouvement national des masses, isolés du courant populaire, ces partis n'ont aucune prise sur le développement révolutionnaire de leurs pays. Pour échapper à cette cruelle situation qu'est venu aggraver le vote des députés communistes pour les pouvoirs spéciaux, le parti communiste algérien a dû opérer une reconversion complète symbolisée par l'affaire Maillot.

L'accusation centrale de Césaire à l'encontre du P.C.F. c'est d'avoir « subordonné » l'activité des communistes coloniaux à ses besoins tactiques et, pratiquement, d'avoir réalisé des compromis pourris avec la bourgeoisie sur le dos des peuples colonisés.

# L. Trotsky :

## Le programme de la révolution politique (I)

La révolution que la bureaucratie prépare contre elle-même ne sera pas sociale comme celle d'octobre 1917: il ne s'agira pas de changer les bases économiques de la société, de remplacer une forme de propriété par une autre. L'histoire a connu, outre les révolutions sociales qui ont substitué le régime bourgeois à la féodalité, des révolutions politiques qui, sans toucher aux fondements économiques de la société, renversaient les vieilles formations dirigeantes (1830 et 1848 en France, février 1917 en Russie). La subversion de la caste bonapartiste aura naturellement de profondes conséquences sociales; mais elle tiendra dans les cadres d'une transformation politique.

Un Etat issu de la révolution ouvrière existe pour la première fois dans l'histoire. Les étapes qu'il doit franchir ne sont écrites nulle part. Les théoriciens et les bâtisseurs de l'U.R.S.S. espéraient, il est vrai, que le système souple et clair des soviets permettrait à l'Etat de se transformer pacifiquement, de se dissoudre et de dépérir au fur et à mesure que la société accomplirait son évolution économique et culturelle. La vie s'est montrée plus complexe que la théorie. Le prolétariat d'un pays arriéré a dû faire la première révolution socialiste. Il aura très vraisemblablement à payer ce privilège historique d'une seconde révolution, contre l'absolutisme bureaucratique. Le programme de cette révolution dépendra du moment où elle éclatera, du niveau que le pays aura atteint et, dans une mesure très appréciable, de la situation internationale. Ses éléments essentiels, assez définis dès à présent, sont indiqués tout au long des pages de ce livre:

ce sont les conclusions objectives de l'analyse des contradictions du régime soviétique.

Il ne s'agit pas de remplacer une coterie dirigeante par une autre, mais de changer les méthodes mêmes de la direction économique et culturelle. L'arbitraire bureaucratique devra céder la place à la démocratie soviétique. Le rétablissement du droit de critique et d'une liberté électorale authentique sont des conditions nécessaires du développement du pays. Le rétablissement de la liberté des partis soviétiques, à commencer par le parti bolchévik, et la renaissance des syndicats y sont impliqués. La démocratie entraînera, dans l'économie, la révision radicale des plans dans l'intérêt des travailleurs. La libre discussion des questions économiques diminuera les frais généraux imposés par les erreurs et les zigzags de la bureaucratie. Les entreprises somptuaires, Palais des Soviets, théâtres nouveaux, métros construits pour l'épate, feront place à des habitations ouvrières. Les « normes bourgeoises de répartition » seront ramenées aux proportions strictement commandées par la nécessité, pour reculer, au fur et à mesure de l'accroissement de la richesse sociale, devant l'égalité socialiste. Les grades seront immédiatement abolis, les décorations remises aux accessoires. La jeunesse pourra respirer librement, critiquer, se tromper et mûrir. La science et l'art secoueront leurs chaînes. La politique étrangère renouera avec la tradition de l'internationalisme révolutionnaire.

(1) Extrait du livre « La révolution trahie », paru en 1936.

## La IV<sup>e</sup> Internationale flétrit l'agression de l'armée soviétique contre le peuple hongrois

(Déclaration du Secrétariat international)

En Hongrie, la faillite économique et politique des dirigeants staliniens hongrois inféodés au Kremlin et leur refus bureaucratique jusqu'à la dernière minute d'accéder aux demandes et aux aspirations profondes des masses, ont provoqué un soulèvement populaire.

La presque unanimité de la population — ouvriers, étudiants, soldats, paysans — a lutté les armes à la main contre la caricature monstrueuse du socialisme à la Rakosi-Geroë qui, des années durant fut essentiellement appuyé par les troupes d'occupation soviétiques.

Les masses ouvrières et même les masses paysannes ne voulaient certes pas revenir à l'ancien régime féodo-capitaliste, mais faute de direction révolutionnaire consciente, elles cherchaient confusément la voie d'une Hongrie socialiste, indépendante, libre, démocratique.

Les changements intervenus sous Gomulka en Pologne ont incontestablement joué à la fois comme élément catalyseur des événements de Hongrie, et comme exemple à imiter.

Cependant, parmi les crimes du stalinisme en Hongrie, comme du reste en U.R.S.S. et dans les autres « Démocraties populaires », non le moindre, incontestablement est celui d'avoir atomisé l'avant-garde révolutionnaire consciente dans tous ces pays, d'avoir combattu féroce toute autre alternative politique prolétarienne légale, d'avoir sous le régime bureaucratique et policier du parti monolithique unique coupé les masses de toute direction révolutionnaire authentique. Ce qui fait que, dans un cas comme celui de la Hongrie, quand les masses passent enfin à l'action et clament ouvertement leur rupture complète avec l'appareil bureaucratique stalinien, la révolution politique ainsi commencée contre la bureaucratie indigène et soviétique, risque d'errer pendant une période sans orientation politique prolétarienne précise.

Les forces de la réaction indigène et de l'impérialisme peuvent, par conséquent, en profiter pour canaliser l'amertume, l'exaspération et la haine que le régime stalinien suscite nécessairement parmi les couches les plus arriérées du prolétariat et de la paysannerie, dans la voie de la contre-révolution sociale.

La Révolution hongroise a parfaitement illustré ces dangers.

Dans sa première phase, ce qui a dominé c'était

incontestablement le courant antibureaucratique prolétarien qui a fait surgir de la lutte les formes immortelles de toute véritable révolution populaire: les Comités démocratiques des ouvriers, des paysans et des soldats.

Une direction politique révolutionnaire, qui aurait été capable dès le début, de s'appuyer audacieusement sur ces comités en adoptant un programme conforme aux plus profondes aspirations des masses, d'indépendance nationale, d'organisation démocratique du pouvoir populaire, d'une planification de l'économie, tournée vers l'élévation substantielle et constante du niveau de vie des masses, aurait eu des chances énormes et tout à fait réelles d'orienter l'action révolutionnaire des masses vers le renouveau du socialisme en Hongrie.

Mais les épaves disparates de l'ancien appareil stalinien en décomposition, sans appui parmi les masses, sans prestige, se sont vues vite ballottées, impuissantes par les vagues de la tempête populaire, elle-même souffrant du manque de direction.

Cependant sur une évolution saine, prolétarienne, de la révolution anti-bureaucratique, pesait la présence intolérable pour les masses des troupes soviétiques et le poids de la bureaucratie soviétique. Cette présence heurtait de front la sensibilité des masses, troublait leur conscience et discréditait irrémédiablement toute direction voulant s'appuyer sur elles.

Que la bureaucratie soviétique et les directions staliniennes des P. C. de par le monde se complaisent maintenant dans la « victoire » d'un « gouvernement ouvrier et paysan » présidé par Kadar, instauré par l'action des tanks soviétiques sur les cadavres des travailleurs hongrois, c'est là l'aveu du cynisme bureaucratique, allié à celui de l'impuissance et de la banqueroute.

Aucun régime révolutionnaire ne peut être imposé de telle sorte, contre la volonté démocratique de la majorité des masses travailleuses.

La IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE, pleinement consciente de ses responsabilités envers les travailleurs du monde, déclare que c'était aux travailleurs hongrois et à eux seuls de montrer qu'ils voulaient et pouvaient défendre le régime social contre les forces de la contre-révolution, et d'appeler éventuellement à leur recours les armées d'autres Etats ouvriers.

Les conséquences de leur carence éventuelle à pro-

céder ainsi, malgré les dangers évidents qu'elle faisait courir au régime social de Hongrie, seraient préférables pour l'avenir du socialisme en Hongrie et dans le monde à l'action militaire décidée en réalité par le Kremlin contre la volonté de la majorité des masses travailleuses du pays.

La IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE appelle plus particulièrement les travailleurs membres des Partis Communistes à comprendre que si le socialisme s'est avéré compromis en Hongrie, si le danger contre-révolutionnaire est devenu tout à fait réel, ceci est dû avant tout au bilan économique et politique désastreux des staliniens agissant sur les ordres du Kremlin.

On ne peut remédier à un tel bilan en faisant marcher, au nom d'une justification a posteriori par l'histoire, les tanks d'une armée étrangère contre les masses d'un pays, sans défigurer par cette action le sens même du socialisme, et sans compromettre d'avantage devant elles son avenir.

En écrasant dans le sang les travailleurs hongrois, en instaurant un nouveau régime de pantins, la bureaucratie soviétique — qui lutte désespérément pour sauvegarder ses privilèges menacés par la montée révolutionnaire des masses aussi bien en U.R.S.S. que dans les « Démocraties populaires » et le monde entier — ne défend ni le socialisme ni même ses propres positions.

La marche des masses qui se trouvent encore sous son contrôle, vers la véritable démocratie socialiste est devenue désormais irrésistible. Elle s'oriente inexorablement, malgré des échecs passagers vers: l'abolition du régime du parti monolithique unique et la légalisation de tous les courants politiques ouvriers; la constitution de comités réellement démocratiques dans les usines, les collectifs, les villages, représentatifs de tous les courants politiques ouvriers; des élections libres pour un Parlement qui désigne le gouvernement et le contrôle; des syndicats libres, indépendants de l'Etat; un plan économique élaboré et appliqué par les masses, orienté sur l'élévation substantielle et constante du niveau de vie; l'indépendance effective de tous les Etats ouvriers et leur alliance volontaire sur un pied d'égalité; une nouvelle Internationale révolutionnaire de tous les travailleurs.

Le 5 Novembre 1956. Le Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale.